



**ANDRÉ GRÉGOIRE
AVEC L'ESPAGNE
RÉPUBLICAINE**

Franco a fait un coup d'État et déclenché la guerre contre la jeune République élue démocratiquement. ■ P. 15



**LA DROITE MAUDIT
LE ROI DES BELGES**

Battue à l'élection municipale, la droite montreuilloise en avait fait son idole. Récit. ■ P. 6

**ÉDITH PIAF, LA VEDETTE DE LA RADIO,
A CHANTÉ AU PARC DES BEAUMONTS**

Foule au parc, où les Montreuillois étaient venus écouter *Les Mêmes de la cloche*, le succès de Piaf diffusé sur toutes les radios parisiennes. Charles Trenet était aussi de la fête. ■ P. 19



www.montreuil.fr

Le Montreuillois

Spécial 1936

LES OUVRIÈRES DE ROBERGEL OCCUPENT LEURS ATELIERS

La grève s'étend à toute la France. À Montreuil, l'équipementier Robergel et des dizaines d'entreprises sont à l'arrêt. ■ P. 12



**JACQUES DUCLOS
A ÉTÉ ÉLU DÉPUTÉ**



L'ancien ouvrier pâtissier est devenu le premier député communiste de la ville. ■ P. 8

**DU BON AIR POUR LES
GAMINS DE MONTREUIL**



L'été 36 a des goûts de plein air. Dans les colonies de vacances de la Ville, les jeunes s'en donnent à cœur joie. Les Montreuillois ont profité de leurs premiers congés payés, obtenus de haute lutte. ■ P. 20

À L'HONNEUR

J'avais 12 ans...



En 1936, André Mechaussie était écolier. Rue du Marais, le collège d'aujourd'hui était une école que le jeune Montreuillois fréquentait avec ses camarades du quartier, après un petit détour par les murs à pêches. « Montreuil, c'était la campagne », se souvient-il. La commune est pourtant au cœur des mouvements sociaux de l'époque. André les a vécus avec son père, ouvrier terrassier pour le métro, qui l'emmenait battre le pavé parisien. « C'était la castagne », glisse-t-il avec un sourire. Même ambiance électrique sur les piquets de grève. « Pour se défendre contre les charges de policiers, certains utilisaient les manches de pioche », raconte André. 1936, ce sont aussi les premières vacances pour ce Montreuillois de toujours qui a passé son enfance boulevard Henri-Barbusse, ancienne rue des Savard. « On partait au Tréport avec les bus rouges de la Ville », se rappelle-t-il. Cette route qui l'a conduit pour la première fois à la mer, André l'a de nouveau empruntée, quelques années plus tard, à vélo. Engagé comme Franc-tireur et partisan (FTP), il a œuvré au cœur de la résistance française. Toute sa vie, il la mettra au service des autres. Sa carrière professionnelle le conduira de chez Bugatti à la mairie de Montreuil... Ah la belle vie !

Photographie Gilles Delbos



CETTE ANNÉE-LÀ

Le 5 juillet, l'un des plus éminents représentants de la droite montreuilloise, l'ancien maire et conseiller général Joseph Anne, est assassiné par sa maîtresse à coups de revolver.

Le 13 juillet, une partie de la rue Arsène-Chéreau est débaptisée pour devenir la rue Robespierre, en liaison avec le nom donné à l'une des nouvelles stations de métro montreuilloises.

Le 10 janvier, à la suite des émeutes du 6 février 1934 organisées par les ligues d'extrême droite, le parlement adopte la loi sur les groupes de combat et milices privées, qui autorise le président de la République à dissoudre toute organisation portant atteinte à la sûreté de l'État.

Le 17 novembre, Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du gouvernement du Front populaire, se suicide à la suite d'une campagne de presse calomnieuse des journaux d'extrême droite, qui l'accusent d'avoir déserté en 1916.

Le 16 juillet, le Venezuela adopte une loi qui instaure la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures, les indemnités de licenciement et d'ancienneté, la liberté syndicale, la sécurité sociale obligatoire et les congés annuels.

Du 8 au 14 septembre, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) se réunit en congrès à Nuremberg. Adolf Hitler y annonce la prolongation du service militaire à 2 ans, l'accélération du réarmement et la volonté d'en finir avec le bolchevisme.



La grève devient générale, Montreuil est de la partie

Partie du Havre le 11 mai 1936, la grève irradie vers les banlieues parisiennes avant de gagner la France entière. Montreuil n'échappe pas au mouvement. Les ouvriers de l'usine Sébin (une chaudronnerie – notre photo) débrayent comme le feront ceux de l'usine de peausserie Chapal. C'est le mode d'action qu'ont choisi les travailleurs pour imposer au Gouvernement le respect de ses promesses. Et le Brownie de Kodak immortalise les acteurs des actions sociales.

On a manifesté mardi, de la Bastille à la Nation

Le mardi 14 juillet 1936 a fait se superposer deux symboles – ceux de la révolution de 1789 et de la République – par une manifestation de la CGT unifiée emmenant ses participants de la Bastille à la place de la Nation, avec une remontée du cours de Vincennes. Un slogan, un seul : « Pain, paix, liberté » qui acquiert toute son actualité quatre ans plus tard.



Adolf Hitler a réarmé l'Allemagne

Le NSDAP (Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands) a accédé au pouvoir au terme des élections de 1933, succédant à la République de Weimar. Le régime du parti unique est instauré, avec ses conséquences qui vont de l'arrestation des militants de gauche incarcérés en camps de concentration aux premières exactions antisémites. Le réarmement de l'Allemagne est en cours malgré l'interdiction qui lui a été faite au lendemain de la guerre de 14-18. Les grandes puissances laissent faire !



Espagne : la bataille fait rage à Tolède

Élu en février 1936, le gouvernement républicain espagnol sent monter la sédition dans le pays. Quelques généraux ont montré les signes inquiétants d'une volonté de renverser le gouvernement en place. Après le soulèvement de garnisons basées au Maroc, les premiers coup de feu éclatent le 18 juillet. L'Espagne entre en guerre civile.



Ce jeune premier a des yeux et une voix

À 32 ans, Jean-Alexis Moncorgé, dit Jean Gabin, a derrière lui quatorze ans de carrière dans les cabarets, avec quelques apparitions au cinéma. L'année 1936 est celle de la consécration dans *La Belle Équipe* de Julien Duvivier, où le jeune premier à la gueule cassée se double d'un chanteur (*Quand on s'promène au bord de l'eau*), et dans *Pépé le Moko*, du même auteur.

NUMÉRO SPÉCIAL 1936
 Conception – réalisation : André Ciccodicola
 Réalisation graphique : Anastasia Rosinovsky
 Textes : Alain Bradfer et Philippe Hivert
 Iconographie : Gilles Delbos et Véronique Guillien
 Crédits photos et ours complet page 28 et 30.
 Réalisé avec le concours d'Éric Lafon du musée de l'Histoire vivante de Montreuil

FLASH-BACK

La fumée jaune de l'usine des pianos Klein

En 1936, cette cheminée de l'ancienne manufacture des pianos Klein, rue Paul-Éluard, crachait de la fumée blanche. Ce n'est plus le cas depuis longtemps. Sauf en jour de fête comme sur notre photo. Il s'agit de la fumée artificielle, de la vapeur d'eau colorée jaune, créée à l'occasion de la Fête de la musique organisée par les nouveaux locataires des lieux, des musiciens et des ateliers de fabrication de décors ou d'audiovisuel qui s'y sont installés après le départ des pianos Klein pour la rue de Lagny. Construite en 1901, cette bâtisse surmontée d'une cheminée constitue l'une des dernières. En mai et juin 1936, la fumée de chez Klein a cessé de s'élever dans le ciel montreuillois, ainsi que toutes celles de la ville. Le monde du travail était en grève...

VERONIQUE GUILLEN

L'ÉDITORIAL

1936, l'année de la confiance retrouvée...



Pascale Favel, directrice du musée de l'Histoire vivante, entourée d'Éric Lafon, directeur scientifique, et de Patrice Bessac, le maire.

VERONIQUE GUILLEN

Si ce n'est déjà fait, précipitez-vous au musée de l'Histoire vivante de Montreuil, au parc Montreau. Vous y découvrirez notre histoire avec un grand H. Celle écrite par nos parents, nos anciens Montreuillois, il y a tout juste quatre-vingts ans, en 1936. Beaucoup d'entre nous ont une idée vague de ce que fut ce moment lumineux de notre histoire. Revient le plus souvent le souvenir qui fut l'instant où l'on instaura les congés payés.

« Nous n'arrivions pas à croire qu'on allait nous payer pendant 15 jours à ne rien faire. » Ce témoignage, recueilli auprès d'une ouvrière qui – comme André Méchaussie (voir page 2) – vécut ce printemps fou, révèle le caractère extraordinaire que représentait alors cette mesure sociale qui nous paraît aujourd'hui banale.

Car, pour le plus grand nombre des Montreuillois de l'époque, leur sort était définitivement scellé. Sauf à être des bourgeois, la vie était et serait faite d'années sans vacances, de six journées de travail de 10 ou 12 heures, ou de chômage, de salaires étriés, de fins de mois sans fin. Et si, par malheur, la maladie venait à frapper l'employé ou l'ouvrier, la misère, la vraie, était assurée.

Avec ses 40 heures, ses congés payés, ses augmentations de salaire de 15, 20 et même 30 % pour les plus bas revenus,

avec les nouvelles libertés syndicales et le contrat de travail collectif... 1936 illumina littéralement la vie de celles et ceux qui vécurent cette année inédite de notre Histoire.

1936 et ses avancées sociales ne furent pas un don du ciel mais le fruit d'une longue action. Je l'ai écrit dans une contribution à l'exposition au musée.

1936 fut d'abord la victoire d'une confiance collective et en soi retrouvée.

Celle des ouvriers, celle des employés, celle des paysans et, au bout du compte, celle d'un peuple tout entier qui, comprenant sa multitude, sa force économique, politique, et qui saisissant l'injustice de son sort et la justesse de ses désirs émancipateurs sut s'emparer d'un moment du présent pour se créer un nouvel avenir.

Précédant 1936, il y eut 1929 et une crise financière du capitalisme secouant le monde, provoquant une vague de chômage, de précarité et de misère. Les peuples, comme toujours, cherchèrent une issue à ces malheurs dont ils n'étaient pas comptables. Les Allemands tournèrent leurs regards vers Hitler. En Italie, Mussolini phagocytait les siens. En France, l'extrême droite voulut marcher du même pas de l'oie, stigmatisant pêle-mêle les Juifs, les francs-maçons, les communistes, les démocrates. En deux mots : la République et la démocratie.

Face à ce péril, la lucidité des héritiers de Jaurès et de Guesde, du Parti socialiste de Léon Blum, du Parti radical-socialiste d'Édouard Daladier et du déjà très influent Parti communiste de Maurice Thorez a prévalu. Ils se sont rassemblés pour former un Front populaire, faire barrage à l'extrême droite et promettre plus de justice sociale. Rassemblés, ils remportèrent les élections générales de 1936, répétition d'une union positive qui leur avait permis, comme à Montreuil, de remporter de nombreuses victoires face à la droite lors des élections municipales de 1935. Portés par la confiance de ces victoires et sans attendre l'investiture de Léon Blum, nos compatriotes ont alors décidé de s'assurer de leur dû. Un vaste mouvement de grève s'est enclenché « pour que cela change ». Et vous découvrirez dans ce numéro spécial que, là encore, les Montreuillois furent à la pointe d'un mouvement social sans précédent. Les « 200 familles » qui tenaient alors le pays ont dû céder.

Fidèle aux engagements pris, le Front populaire est au bout du compte passé de l'état d'une alliance électorale à celui d'une alliance de ceux qui voulaient changer la vie pour la mettre au diapason des potentialités de leur temps. En 2016, nous vivons dans un pays riche, champion d'Europe en nombre de millionnaires, et pourtant nous atteignons des sommets d'inégalités. Car notre économie est devenue la science de l'accaparement au lieu d'être celle du partage des fruits d'un travail évidemment collectif. Les 1 % les plus riches de la population mondiale possèdent plus de patrimoine que les 99 % restants.

Pour le bien de chacun et pour le bien commun, n'est-il pas du devoir et de l'intérêt de notre génération de remettre les pendules à l'heure ? À l'heure du progrès partagé, afin de nous épargner la mal-vie, l'incertitude permanente de l'avenir ? N'est-il pas l'heure d'arracher notre destin commun des griffes d'une caste de privilégiés sans scrupules, épaulée par des politiques complices ou sans ambition émancipatrice ? N'est-il pas l'heure de reprendre à nouveau notre avenir en main ? ■

Patrice Bessac, votre maire.

Twitter : @patricebessac

Mairie de Montreuil – Hôtel de ville
Place Jean-Jaurès – 93105 Montreuil Cedex
Standard : 01 48 70 60 00 – www.montreuil.fr

MONTREUIL DANS LES ANNÉES 30



MONTREUIL 1936 EN CHIFFRES

71 803
habitants à Montreuil en 1936.

15 000
C'est le nombre de travailleurs syndiqués.

5 454
C'est le nombre de chômeurs.

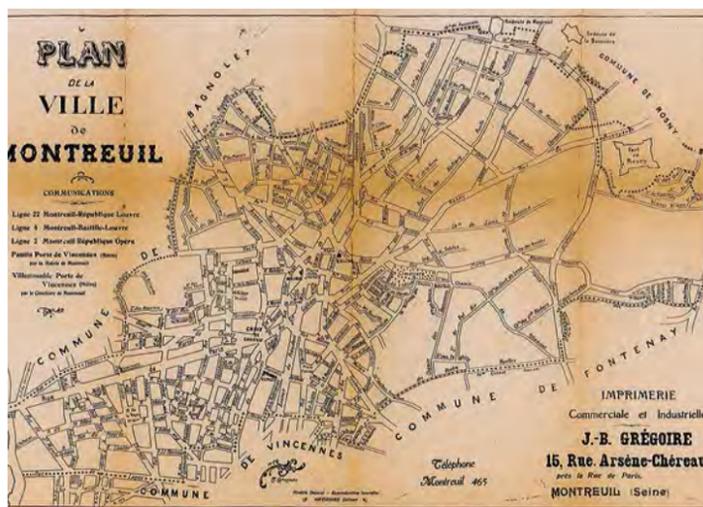
8 451
enfants sont inscrits dans les écoles publiques élémentaires.

1 410
C'est le nombre d'enfants dans les écoles maternelles.

En 1936, l'urbanisation est galopante. La campagne résiste encore un peu du côté des murs à pêches. Les ateliers pullulent, donnant du travail à une forte population d'ouvriers et d'artisans.

Partie des États-Unis en 1929, la crise économique gagne la France. En 1935, les exportations ont reculé de 60 % et les faillites se multiplient. Le pays compte plus d'un million de chômeurs dont plus de 2 800 à Montreuil. Pourtant, le quartier de la place de la République devient un centre animé avec les constructions de l'église Saint-André, du groupe scolaire et de la crèche Voltaire. La Société des transports en commun de la région parisienne (STCRP) ouvre un dépôt rue de Lagny. De nouveaux immeubles poussent avenue Pasteur, avenue Paul-Vaillant-Couturier et boulevard Rouget-de-Lisle.

LES HLM APPARAISSENT ET L'HÔPITAL INTERCOMMUNAL VOIT LE JOUR
Le percement de la place de la Croix-de-Chavaux modifie le paysage urbain. Au début des années 30, les premiers logements collectifs apparaissent, dont les 134 HBM (Habitations bon marché)



La percée de la Croix-de-Chavaux n'existe toujours pas, et l'est de la commune est encore à vocation agricole.

au 9, rue Paul-Signac. La construction de l'église Saint-Maurice de la Boissière, au 71, rue Édouard-Branly, a commencé en 1933, celle des 96 logements collectifs « Tanagra-Parmentier » du 3, rue de la Beaune, en 1934. Le 9 juillet 1934, la plupart des tramways sont remplacés par des autobus. Une Bourse du travail s'ouvre rue de Vincennes après la victoire de la gauche, en 1935. La nouvelle municipalité crée un Foyer des anciens combattants, entame la construction d'un stade aux Grands-Pêchers et agrandit l'hospice intercommunal. Un syndicat intercommunal est mis en place pour la création d'un hôpital – ébauche du futur

hôpital André-Grégoire. La mesure la plus marquante est l'ouverture du dispensaire. Installé avant 1900 sur la place du Marché de la Croix-de-Chavaux, démoli en 1906, il est reconstruit et agrandi à l'angle des rues Kléber et Girard.

... ET UN CAMP DE VACANCES
L'équipement rénové est une véritable structure médico-sociale, qui assure les consultations dans toutes les disciplines. Pas moins de 26 000 Montreuillois y consultent en 1936, et plus du double en 1937. Ce qui nécessite l'ouverture d'un deuxième établissement, dès 1938, au 223 du boulevard Aristide-Briand. On dénombre 5 454 chômeurs en décembre 1937 et 6 300 en janvier 1939. L'urgence sociale s'impose, et la ville distribue des bons de viande et de douche, tandis qu'elle sert des repas gratuits aux plus démunis. L'éducation n'est pas oubliée, avec l'agrandissement de l'école Marcelin-Berthelot et la reconstruction du groupe Voltaire. Expression de la conquête des loisirs instaurée par le Front populaire, le parc Montreuil acheté par la municipalité précédente est ouvert au public, et un camp de vacances s'y est installé en 1934. ■



La construction de la mairie est devenue un argument électoral

Lors de l'élection municipale de 1935, l'équipe sortante a compté sur les retombées de la construction de la nouvelle mairie dont elle inaugure la salle des fêtes en février, en présence de Pierre Laval, ministre des Affaires étrangères. La gauche mène campagne contre la gabegie financière de ce projet mal maîtrisé et douteux à bien des égards. Elle dénonce les « escrocs montreuillois » en ironisant sur le thème : « Du haut de la pyramide, 65 millions de dettes nous contemplent ».

À droite de l'image, le chantier du métro et de la future station Mairie-de-Montreuil.

Le nouveau conseil municipal pose pour notre photographe devant la mairie

Au premier tour, le 5 mai 1935, la participation est supérieure à 80 % : la gauche recueille 7 992 suffrages. En face, on n'en compte que 7 145. Au second tour, la liste communiste emporte les 36 sièges avec 56,09 %, faisant mieux que le total des voix de gauche (plus de 900 voix et près de 5 % de plus). Les semaines suivantes, lors des élections cantonales, les candidats communistes remportent un triomphe : Daniel Renoult est élu au premier tour, le 26 mai 1935, dans le nord de la ville et Pierre Longhi la semaine suivante, le 2 juin, dans le sud. Ils gagnent leurs voix sur la droite et le centre qui perdent près de 12 % de leur électorat.



Fernand Soupé, le maire



La liste communiste aux élections municipales de 1935 est menée par Fernand Soupé, membre du comité central, ouvrier fondeur et cantonnier, préféré à Daniel Renoult qui, malgré son immense popularité, est un intellectuel issu de la petite bourgeoisie parisienne. Cette décision va s'avérer catastrophique. Arrêté le 13 novembre 1939, Soupé démissionne

du Parti le 30 décembre. Le 14 mai 1940, il est condamné à cinq ans de prison, 5 000 francs d'amende et cinq ans de privation de ses droits civiques et politiques pour propagande clandestine. Libéré sur ordre du gouvernement le 1^{er} mai 1941, il rejoint les rangs des collaborateurs vichystes. Il adhère au Parti populaire français (PPF) de Doriot, échappe à un attentat le 22 décembre et ne sera finalement arrêté que le 27 février 1946. Condamné pour « intelligence avec l'ennemi », écroué le 22 mars 1946 à la prison de Fresnes, puis libéré un peu plus tard, il meurt chez lui, dans l'Eure, le 26 septembre 1976, à l'âge de 87 ans. ■

Daniel Renoult, le premier adjoint



Entré à 28 ans, en 1908, au journal *L'Humanité* où il est affecté en 1912 à la rubrique parlementaire, Daniel Renoult a contribué au préalable au développement du Parti socialiste. Il est témoin de l'assassinat de Jaurès, le 31 juillet 1914. Il reprend le journalisme après la guerre. Délégué au congrès de Tours en 1920, il vote la scission qui donne naissance au Parti communiste.

Il arrive à Montreuil en 1928. Premier adjoint au maire après les élections de 1935, il est élu l'année suivante au conseil général de la Seine. Suspendu le 5 octobre 1939, après la dissolution des

conseils municipaux communistes, il maintient sa permanence de conseiller général jusqu'au vote de la déchéance des élus communistes, le 16 janvier 1940. Arrêté en février 1940, il passe de camp en camp d'internement jusqu'à sa libération par les FTP (Francs-tireurs et partisans). Il rentre à Montreuil le 5 septembre 1944 et prend la présidence du Comité local de libération et celle de la municipalité provisoire. Ce nouveau maire, âgé de 65 ans, poursuit alors une carrière remarquable. Réélu maire en 1947 et 1953, il est président de l'Union des maires de la Seine, vice-président de l'Association des maires de France, conseiller général en mai 1953. Il meurt le 17 juillet en laissant deux messages. L'un est pour dire son attachement à la ville de Montreuil, l'autre pour rappeler sa fidélité à son idéal de jeunesse. ■

MAI 36, LE FRONT POPULAIRE L'EMPORTE... À MONTREUIL, JACQUES DUCLOS EST ÉLU

Ce n'est pas un raz-de-marée mais un puissant courant unitaire qui va porter les candidats du Front populaire, associant communistes, socialistes et radicaux, et leur assurer la majorité à l'Assemblée nationale. Montreuil, qui a déjà vu la victoire des communistes aux dernières municipales, s'inscrit dans cette tendance nationale en élisant Jacques Duclos.

Deux ans avant les urnes, le Front populaire est né dans la rue. Il a fallu que les ligues d'extrême droite déclenchent les émeutes du 6 février 1934 pour que les trois familles de la gauche – les radicaux-socialistes (de centre gauche), les socialistes de la SFIO et les communistes – soient contraints à une union imposée par la base. Le 12 février 1934, le Parti communiste se rallie à la marge d'une manifestation organisée par la SFIO. Les manifestants dépassent les querelles d'appareils et s'unissent pour défiler sous un slogan hurlé : « Unité ! ». Les élections municipales de 1935 achèvent de convaincre les dirigeants : les radicaux-socialistes ne l'emportent qu'avec l'aide des socialistes, de même que socialistes et communistes alliés conquièrent des mairies qui étaient des bastions inexpugnables de la droite. La gauche a trouvé là les raisons de s'entendre.

LE DÉSIR D'UNITÉ

L'Humanité du 31 mai 1935 livre un article de la Pravda dans lequel il est dit que l'« on commettrait un crime à l'égard de la classe ouvrière en s'opposant à son désir de front unique ». Par ailleurs, Maurice Thorez, premier secrétaire du Parti communiste, qui a tendu successivement la main aux catholiques et aux classes moyennes, n'est plus un pestiféré pour la gauche de tradition



La Voix de l'Est est le grand journal d'information locale. Une semaine avant les élections générales, il annonce la candidature Front populaire de Jacques Duclos.

sociale-démocrate. L'unité ainsi acquise, le slogan qui accompagne les 300 000 personnes qui défilent de la Bastille au cours de Vincennes, le 14 juillet 1935, s'est mué en « Pour le pain, la paix, la liberté ». L'ébauche d'un programme qui sera scellé en janvier 1936.

Au premier tour des élections législatives, le 26 avril, les partis de droite n'enregistrent qu'un recul de 3 %, ce qui ne se traduit donc pas par le raz-de-marée attendu pour les forces de gauche. En revanche, la discipline de vote appliquée au second tour du 3 mai

Extrait du Bulletin municipal (mai - juin 1936)
UNIR, telle est notre charge de travail et, dans le cadre de Montreuil, l'effort fait en faveur de tous les enfants, de tous les travailleurs chômeurs ou non chômeurs, de toutes les familles ouvrières, de tous les commerçants, de la jeunesse, comme des anciens combattants, des athées comme des penseurs catholiques, est démonstratif et annihile tous les mensonges déversés contre nous. Montreuillois, votre Municipalité est fière de l'œuvre qu'elle a déjà accomplie au milieu de grandes difficultés. Avec votre appui de plus en plus grand, avec la grande aide de Jacques Duclos, votre élu au Parlement, elle est certaine que, demain, en étant toujours plus unie avec la population, elle fera mieux pour le mieux-être de tous. Pour réaliser ce qui est promis au peuple : « Pour le pain, la Liberté et la Paix ! »

bouscule le paysage de la Chambre des députés. Non seulement le Parti communiste fait mieux que sextupler le nombre de ses élus, passant de 11 à 72, mais les socialistes de la SFIO dépassent de 40 sièges les radicaux-socialistes. Le Front populaire totalise 386 députés sur 598. Si les communistes restent à l'écart d'un gouvernement qu'ils se contentent de soutenir par leurs votes, ils apparaissent comme les inspireurs, les tacticiens et les principaux bénéficiaires du Front populaire. Un gouvernement qui va prendre conscience que l'exercice du pouvoir est une épreuve. ■

89,4% des Montreuillois ont voté. En France, le Front populaire a recueilli 57,17 % des voix... La droite est battue.

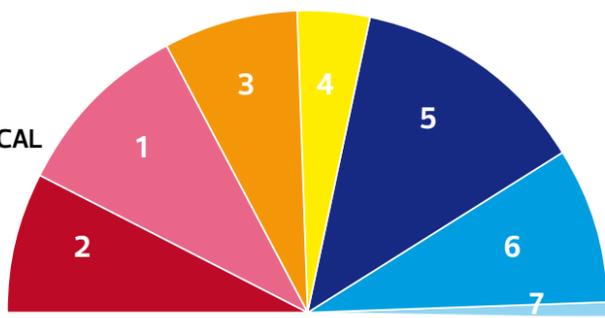
Résultats des élections législatives 1936 :

FORMATION DU FRONT POPULAIRE

- 1 - SFIO : 19,86 %
- 2 - PCF : 15,26 %
- 3 - PARTI RADICAL, RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE : 14,45 %
- 4 - DIVERS GAUCHE : 7,60 %

CENTRE DROIT ET DROITE

- 5 - Alliance démocratique, radicaux indépendants, Parti démocrate populaire : 25,76 %
- 6 - Fédération républicaine : 16,92 %
- 7 - Autres partis : 0,16 %



Lors des élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, la configuration politique est inédite. Huit candidats se présentent, dont Jacques Duclos, l'un des dirigeants nationaux du Parti communiste.

Pour contrecarrer son élection annoncée, le gouvernement élargit la circonscription aux communes de Rosny et de Villemomble. Sont également en lice Poncet, député sortant, Giacinti, chef de file des socialistes aux municipi-

pales, et Bourin, présenté par les républicains socialistes. Quatre autres candidats participent sous des étiquettes peu explicites. Au premier tour, la participation atteint 89,4 % à Montreuil. Le nouveau découpage empêche Duclos d'être élu malgré un très bon résultat : il atteint à Montreuil un score historique de 53,43 %. Au second tour, il bénéficie du désistement de la SFIO et l'emporte par 14 776 voix contre 9 595 à Poncet. ■



Les Françaises manifestent, mais elles ne voteront pas !

Ce n'est pas le moindre des paradoxes du gouvernement de Front populaire. S'il est riche en avancées sociales, il en est une à laquelle il n'a pas songé ou qu'il n'a pas osé inscrire à son programme : le vote des femmes. Or, trois de ces femmes, ni électrices ni éligibles, ont été membres de ce gouvernement comme ministres (sous-secrétaires d'État). Pour irrationnelle qu'elle paraisse aujourd'hui, l'explication tient au fait que les partis de gauche, en général, et le Parti radical-socialiste, en particulier, soupçonnaient qu'un électorat féminin porterait ses voix vers la droite, suivant en cela les injonctions du clergé. Un pape, Benoît XV, n'a d'ailleurs fait que le confirmer en préconisant le droit au suffrage des femmes en 1919.

À la tribune, le 14 Juillet

14 Juillet 1936, le premier du Front populaire. L'armée défile sur les Champs-Élysées le matin. Peu après midi, un million de personnes convergent, venant de la rue de Rivoli et du boulevard Beaumarchais pour se retrouver place de la Bastille. Un autre défilé, populaire celui-là, qui se dirige vers la place de la Nation avec un slogan : « Pain, paix, liberté ». La foule entonne successivement *Gloire au 17^e* en souvenir de la mutinerie des vigneron languedociens de 1907, *L'Internationale* et la *Marseillaise*. À la tribune, à partir de la gauche : Léon Blum, Maurice Thorez et Roger Salengro, seul à conserver les bras croisés, Maurice Violette et Pierre Cot.



Au Vél'd'Hiv', Jacques Duclos a salué Léon Blum

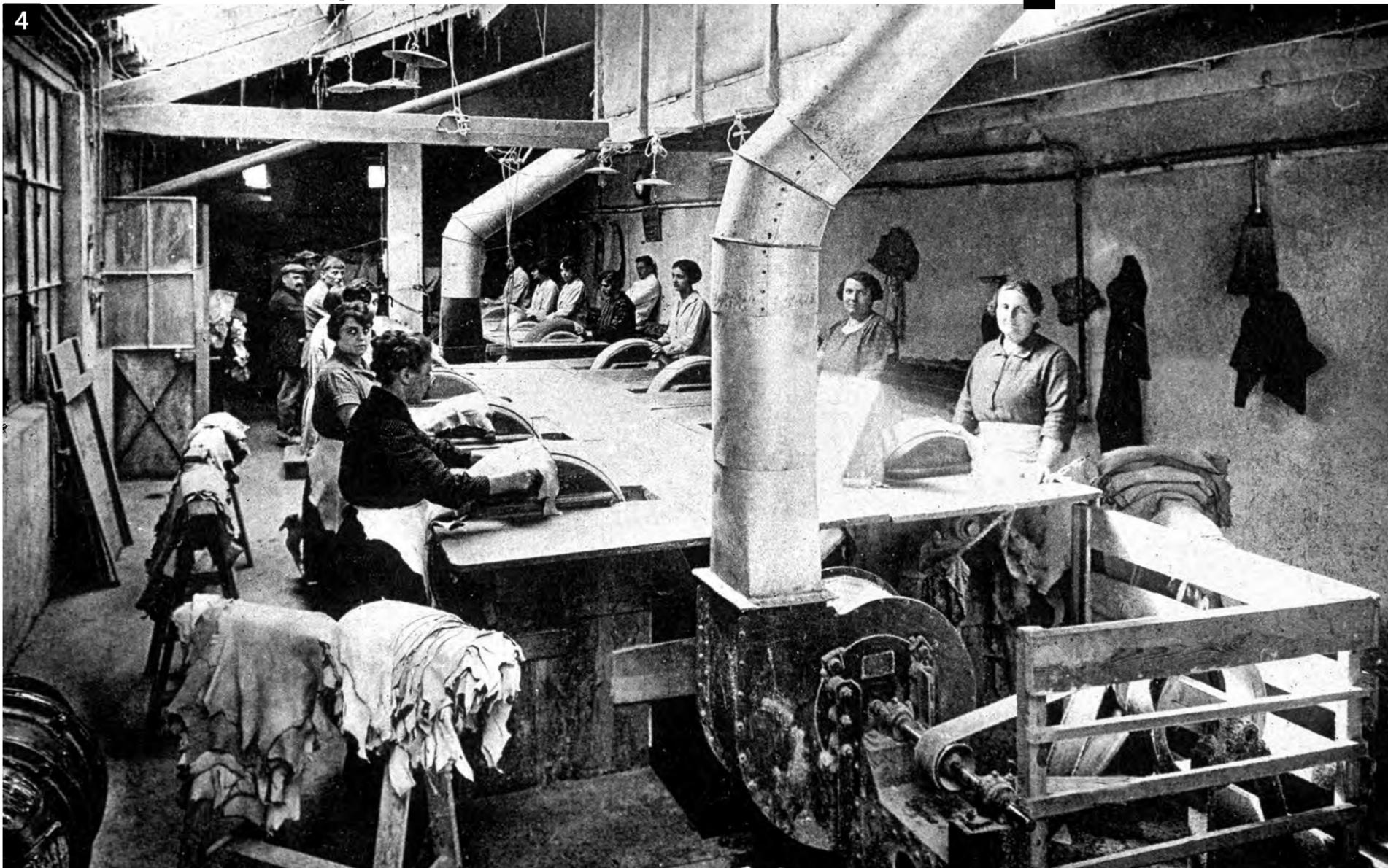
Lors des élections législatives de mai 1936, Jacques Duclos, candidat du Parti communiste français, l'emporte à Montreuil contre le député sortant, Paul Poncet. Il devient vice-président de l'Assemblée nationale. Pendant l'été 1936, il participe, avec Maurice Thorez, à des rencontres en tête-à-tête avec Léon Blum qu'il retrouve lors d'un meeting au Vélodrome d'Hiver de Paris (notre photo). Ardent défenseur à l'Assemblée des intérêts des Montreuillois, il prend aussi une part active au soutien des républicains espagnols aux prises avec les putschistes du général Franco qui ont provoqué la guerre civile en juillet 1936. Après l'échec du Front populaire en avril 1938, le gouvernement d'Édouard

Daladier, poussé par l'extrême droite et le grand patronat, dissout le PCF en septembre 1939. On emprisonne les responsables communistes. Jacques Duclos entrera alors dans la clandestinité. Après s'être réfugié à Bruxelles, il revient à Paris en 1940, où il dirige jusqu'en 1944 le PCF clandestin et la Résistance. Principal rédacteur de *L'Appel* du 10 juillet 1940, il dirige *L'Humanité* clandestine. Après la capitulation des Allemands en 1944, il négocie avec Charles de Gaulle la participation de ministres communistes au gouvernement. Après la démission de de Gaulle en 1969, Duclos est candidat à l'élection présidentielle. Il arrive à la 3^e place du premier tour, avec 21,27 %.





1936, c'est ainsi que les





3

82
12.5.3

Montreuillois vivent...



5

1 - Du côté de la porte de Montreuil, on vit dans des habitations faites de bric et de broc ; une grande misère y règne.

2 - La famille Scanzaroli a quitté son Italie natale pour vivre et faire souche dans notre commune.

3 - Le métro poursuit son chemin. La ligne 9 s'arrêta désormais au pied de la mairie. Un bienfait pour les Montreuillois.

4 - Montreuil accueillait ce type d'atelier de peausserie où l'on travaillait 10 heures par jour, six jours sur sept.

5 - Une délégation conduite par l'adjoint au maire Pierre Longhy (à droite) visite une entreprise montreuilloise. Résistant, il périra en déportation lors de la Seconde Guerre mondiale.

À Montreuil et en France,

Le nouveau gouvernement dirigé par le socialiste Léon Blum et les radicaux soutenus par les parlementaires communistes n'est pas encore installé que des grèves éclatent dans toute la France. Les salariés veulent des augmentations de salaire et du repos en plus. À Montreuil, l'usine Sébin est l'une des premières à entrer dans le mouvement et à être occupée. Dès lors, on ne vit plus chez soi mais dans son entreprise occupée.

Et le silence fut. Ce 11 mai, dans l'usine Breguet du Havre, sous les ailes d'un prototype d'hydravion en construction, plus rien ne bouge. Et cela, parce que deux ouvriers ont été licenciés pour avoir débrayé un 1^{er} mai pas encore déclaré chômé. Les travailleurs de Breguet inaugurent ce jour-là un concept nouveau : la « grève sur le tas » : l'usine étant occupée, pas un « jaune » ne pourra briser le mouvement. La réintégration des deux ouvriers acquise, le modèle fait école chez Latécoère, à Toulouse, deux jours plus tard : même motif, même punition qu'au Havre. Et là, ce sont trois licenciements annulés. C'est une traînée de poudre dans la toute jeune industrie aéronautique française, puisque c'est au tour des usines Bloch (futurs Dassault) de Courbevoie de s'arrêter. Il suffit de 24 heures de débrayage pour décrocher des augmentations de salaires et les congés payés.

L'EXEMPLE PAIE

Les 30 000 ouvriers de Renault Billancourt cessent le travail le 28 mai, avant ceux de Chausson, de Talbot et de Citroën. L'ouvrier français ne fait rien d'autre que prendre les devants des promesses d'un gouvernement de Front populaire qui sera en fonction le 6 juin. Le 2 juin, 66 entreprises sont



La droite et le patronat annoncent que la baisse du temps de travail à 40 heures engendrera du chômage. Même stigmatisation pour les congés payés, qui seront, en réalité, à l'origine de l'industrie touristique – qui emploie en 2016 plus de 1,2 million de salariés. (Affiche exposée au musée de l'Histoire vivante)

occupées en France et, le soir du même jour, elles sont 300 pour la seule région parisienne. « Cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange. Oui, une joie », constate, dans *Révolution prolétarienne*, la philosophe Simone Weil, qui s'est immergée dans la condition ouvrière en se faisant embaucher dans plusieurs usines. De fait, dans les ateliers rendus

au silence, l'accordéon se fait entendre. Cette joie revendicative ou cette revendication dans la joie devient communicative. La France entière s'arrête, dans les usines ou les mines du Nord, sur les docks de l'Atlantique ou de Marseille. À Paris, on bâche les rayons des Galeries Lafayette, du Printemps et des Trois Quartiers. Il est jusqu'aux mitrons des boulangeries, aux taxis ou aux garçons

de café à se joindre au mouvement. Mais pas totalement. La CGT, qui ne veut pas compromettre le soutien populaire acquis par les ouvriers, laisse fonctionner les services publics.

Les négociations du 7 juin à l'hôtel Matignon, desquelles sortent la liberté syndicale, 12 % d'augmentation des salaires, les congés payés et la semaine de 40 heures, n'assèchent pas les revendications. Au 14 juillet, la France compte encore 160 000 grévistes, qui obtiendront une moyenne de 20 % d'augmentation, mieux que ce qu'accordent les « accords Matignon ».

Au total, entre mai et juillet, la France a compté un peu plus de 12 000 grèves menées par près de deux millions de salariés qui ont ajouté sa dimension sociale au travail. ■



Montés à l'assaut de la colonne de Juillet de la place de la Bastille, les Montreuillois de chez Sébin en font un symbole de leur mouvement social.



50 000 REPAS POUR LES GRÉVISTES

Été 1936, toutes les usines du Bas-Montreuil sont occupées pour aider la gauche au pouvoir à faire céder les patrons. La municipalité apporte son aide au mouvement en servant 50 000 repas gratuits aux grévistes. Dans la commune, les effectifs de la CGT atteignent 14 000 adhérents, tandis que le Parti communiste passe de 500 adhérents au début de l'année à 2 260 en novembre.

Il faut y voir un résultat de l'action menée par Benoît Frachon, secrétaire de la CGTU (la fraction de la CGT restée fidèle au Parti communiste). Ses efforts entamés en 1933 pour réunir les deux branches de la CGT, séparées depuis 1921, ont abouti. Portée par la victoire du Front populaire, la CGT retrouve son union et l'ensemble renoue ses liens avec le Parti communiste. Fort de ses effectifs, Frachon sera en mesure

de peser dans les négociations de Matignon qui ont ouvert la semaine de 40 heures et les deux semaines de congés payés.



Benoît Frachon, principal artisan de l'union syndicale.

La droite locale se radicalise avec une surprenante rapidité. Quelques-uns de ses membres s'enrôlent dans le PPF (Parti populaire français, d'inspiration hitlérienne), fondé par Jacques Doriot le 28 juin 1936, mais la plupart adhèrent au PSF (Parti social français), créé en remplacement des Croix-de-Feu dissoutes en tant que ligue factieuse. En juin 1936, une section locale du PSF installe ses permanences au 47, rue Raspail et au 57 et 182, rue de Paris. On voit naître au même moment une inquiétante association fascisante, « les Amis du racisme français », dirigée par Maurice Poisson, qui s'installe 32 bis, rue de Rosny. ■

le silence des ateliers...



Les grévistes de Montreuil occupent leurs ateliers et posent pour la postérité

Chez Sébin (photo de droite et ci-dessous) et dans la plupart des entreprises de Montreuil, les salariés ont posé leurs outils entre les mois de mai et juillet 1936. Hommes et femmes se retrouvent « sur le tas », rendant impossible toute reprise du travail. En bas à droite, les jeunes socialistes montreuillois arborent leur journal *Le Populaire* lors d'une manifestation à La Boissière. La vie ressemble à une fête...



Au 100 rue de Paris, on c

Les Espagnols élisent un gouvernement républicain, le général Franco déclenche un coup d'État militaire et la guerre civile

Ce choix, l'aristocratie et surtout la grande bourgeoisie le contestent en provoquant un coup d'État militaire, soutenu par les nazis d'Hitler et le fasciste Mussolini. À Montreuil et dans toute la France, on se groupe pour venir en aide à la jeune République espagnole. Le soutien est matériel et humain.

À l'euphorie des débuts vont succéder, dès la fin de l'année 1936, les inquiétudes liées aux difficultés financières et à l'hostilité croissante des milieux d'affaires qui conduiront aux remises en cause de l'année 1937. S'ajoute à ce tableau critique le début de la guerre civile en Espagne, premier signe annonciateur du conflit s'appêtant à déferler sur le monde.

Lorsque la guerre civile éclate en Espagne, 76 Montreuillois s'engagent dans les Brigades internationales, ces unités d'engagés volontaires créées en octobre 1936, composées d'étrangers qui combattent aux côtés des démocrates et des antifascistes pour défendre la République espagnole agressée. Leurs effectifs ne dépasseront pas 40 000 hommes, mais elles participent à toutes les grandes batailles de la guerre d'Espagne. À la demande du Comité de non-intervention, elles sont retirées du combat en 1938.

De nombreux militants, communistes ou non, organisent la solidarité en hébergeant des enfants espagnols et en collectant de l'argent et des produits de première nécessité. À Montreuil, dans un important dépôt de la commune, on entrepose des produits destinés à l'Espagne. De là partent des



Au 100 de la rue de Paris, on collecte vivres et vêtements. C'est là que se retrouvent des Montreuillois qui partiront combattre aux côtés des républicains espagnols contre les troupes de Franco soutenues par Hitler et Mussolini.

ambulances et des camions chargés de vêtements, médicaments et vivres pour franchir les Pyrénées.

Les collectes sont une part essentielle de la solidarité manifestée par la Ville, notamment les collectes de lait et de médicaments faites sur les marchés et dans les pharmacies. Un peu plus tard, le conseil municipal mettra ses cars et ses colonies de vacances à la disposition des enfants espagnols fuyant l'Espagne franquiste.

Le sort réservé à ceux qui rentreront de la guerre après la victoire franquiste s'inscrit dans une continuité de l'ambiguïté qui a marqué l'attitude du

gouvernement du Front populaire à l'égard des forces républicaines. Les volontaires des Brigades, mêlés aux 450 000 Espagnols venus chercher refuge en France pour échapper aux représailles, sont parqués dans quatre camps répartis entre les Pyrénées-Orientales et l'Hérault.

La capitulation de la France signée le 22 juin 1940 amène le gouvernement de Vichy à séparer les Allemands et les Autrichiens livrés au pouvoir nazi, qui les interne à Dachau. Et, de là, les Juifs se trouvant parmi eux sont envoyés à Auschwitz.

Mais la Résistance recrute parmi ces

brigadistes rapatriés quelques-unes de ses figures les plus marquantes. Artur London s'engage sous le pseudonyme de Gérard dans les rangs du groupe formé par Henri Rol-Tanguy, lui-même rapatrié d'Espagne, au même titre que Pierre Georges, connu sous le nom de colonel Fabien.

Les volontaires français ont subi l'indifférence gênée des gouvernements français qui se sont succédé depuis 1945. Ce n'est qu'en 1995 que Jacques Chirac leur accordera le statut d'ancien combattant à la demande de trois députés communistes, fils de brigadistes. ■

Rol-Tanguy, des Brigades internationales à la libération de Paris

Le communiste montreuillois Henri Tanguy part en Espagne en 1937 pour servir dans les rangs des Brigades internationales.

Son apprentissage du feu le conduit à des postes de responsabilité pendant la résistance contre l'occupant nazi et le maréchal Pétain, jusqu'à l'état-major des FFI de la région parisienne. Il prend le pseudonyme Rol, du nom d'un camarade, Théo Rol, tué en 1938 pendant la bataille de l'Èbre, en Espagne, où lui-même est blessé d'une balle dans la poitrine. En août 1944, le colonel Rol-Tanguy mène l'insurrection et la libération de Paris de l'intérieur, avant l'arrivée des blindés du général Leclerc.



Collecte pour l'Espagne



1 – Sur la photo ci-dessus, une Brigade internationale prise sur le front. On reconnaît André Grégoire (deuxième en partant de la droite).

2 – Madrid est attaquée par les putschistes de Franco. Dans les rues, on érige des barricades (photo ci-contre).

3 – La guerre civile espagnole est un banc d'essai pour l'Allemagne nazie. Elle y pratique les premiers bombardements massifs de villes et de civils. Celui de la petite cité basque de Guernica, représenté par Picasso, tuera 1654 enfants et adultes.



André Grégoire : un engagement contre la dictature

Les débuts ont été difficiles pour ce garçon, fils d'un ouvrier de Charleville. Avoir six ans en 1914 dans une ville occupée par les Allemands vous interdit l'entrée à l'école primaire. André Grégoire attendra donc 1919 et passera moins de deux ans sur ses bancs. À 13 ans, il est manoeuvre dans un atelier de polissage et se retrouve à 18 ans ouvrier du bâtiment en région parisienne.

Le militantisme chevillé au corps, il milite au Secours Rouge international, adhère au Parti communiste en 1928. Mais c'est en Espagne que le volontaire des Brigades internationales engagé en février 1937 donne la mesure de son militantisme. Entré au commissariat politique de la 11^e Brigade, il participe à la bataille de Guadalajara avant d'être nommé commissaire politique du 12^e bataillon, puis d'être envoyé à Barcelone, l'un des derniers bastions de la résistance républicaine. De retour en France, il est prisonnier en 1940 et libéré à Dresde en 1947. Élu à Montreuil en 1947, il est premier adjoint du maire Daniel Renoult, avant de lui succéder en 1958 pour des mandats qui s'étendront jusqu'en 1971. Un passé qui lui vaut d'avoir son nom inscrit au fronton de l'hôpital intercommunal.

Guerre d'Espagne, le refus sanglant de la démocratie

Le feu couve dans les casernes depuis l'arrivée au pouvoir – d'une courte tête face à la droite et au centre – du *Frente popular*. Mais le système électoral lui donne une majorité écrasante aux *Cortes*. Ceci, dans le contexte d'une Espagne inégalitaire à l'extrême et divisée en deux camps craignant, l'un, une révolution bolchevique, l'autre, une réplique du fascisme mussolinien. Très tôt soupçonné de manœuvres séditeuses, un quarteron de généraux – auquel s'ajoute un Franco en retrait – est éloigné de Madrid. Mola est

envoyé à Pampelune et Franco, aux Canaries. Une première réunion de la conspiration des généraux se déroule à Madrid au mois de mars, avec un passage à l'acte prévu le 20 avril.

De vieilles dissensions entre les militaires retardent l'échéance. Le désordre qui règne dans le pays, marqué par des exactions sanglantes imputables aux deux camps, ont achevé de convaincre les généraux conjurés d'agir. L'assassinat, le 13 juillet 1936, du député de la droite monarchiste José Calvo Sotelo par une milice républicaine sera l'élément

déclencheur du putsch de la droite militaire. Parti de Melilla, au Maroc espagnol, le 17 juillet, il gagne très vite la péninsule selon un plan bien établi. Le président de la République Manuel Azaña tente un compromis avec les généraux putschistes et change de Premier ministre. En vain : les nationalistes ont déjà conquis quatre régions méridionales et les militants républicains se sont armés à Madrid et Barcelone. Le 19 juillet, Dolores Ibárruri, la « Pasionaria », lance un appel pathétique : « ¡No pasarán! ». ■

Le sport entre dans la vi

Boxe, foot, aviation, course à pied en usine... Pour les Montreuillois, c'est le temps du sport tous azimuts que permettent la semaine de 40 heures, contre 60 auparavant, et les congés payés.

La gauche sportive donne en 1934 à la gauche syndicale l'exemple de la réunification qu'elle suivra un an plus tard. La FST (Fédération sportive travailliste), proche du Parti communiste, et l'USSGT (Union des sociétés sportives et gymniques du travail), proche du courant socialiste, fusionnent pour donner naissance à la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail). Celle-ci devient, en 1936, le meilleur soutien à la politique de Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux Sports et aux Loisirs. Elle sollicite son adhésion au Comité national des sports, au Conseil supérieur des sports, établit des accords avec l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) et s'investit particulièrement dans la promotion des activités de plein air. En 1936 toujours, la Fédération sportive et gymnique du travail s'oppose à la participation de la France aux Jeux de Berlin et envoie une délégation aux Olympiades populaires de Barcelone organisées en contrepoint des jeux Olympiques officiels. Engagée à la fois dans la



La boxe amateur fait des émules et on s'affronte devant la foule des Montreuillois, parc Montreau.

lutte contre le fascisme et pour la pratique d'un sport populaire de masse, elle recrute au point que ses effectifs atteindront 100 000 adhérents en 1938.

LE RED STAR, CLUB OUVRIER DE MONTREUIL

La pratique sportive joue donc un rôle important en cimentant les pratiques sociales qui intègrent les ouvriers dans la vie communale, et ceci dès le

début des années 30. C'est ce qui se passe à Montreuil, grâce notamment à la création par Robert Legros, Daniel Renoult et Léopold Patriarche du Red Star club ouvrier de Montreuil, affilié à la FSGT. Il multiplie ses effectifs et ses activités sportives, masculines et féminines : football, basket, cross, boxe, etc. La dimension politique y est très présente, et ses promoteurs espèrent notamment que

« aidés par de nombreux sportifs égarés dans les fédérations bourgeoises, nous saurons vaincre sur un autre terrain et de même que les sportifs de l'URSS être libres de pratiquer au service du prolétariat ». C'est également durant le printemps 1936 que l'aéro-club Les Goélands, dont la vocation est de populariser l'aviation, dépose ses statuts et s'installe 26, rue des Hanots. ■

DES CHIFFRES

4 432 750

C'est, en francs, le budget voté par le conseil municipal le 12 août 1936 pour la construction du premier stade de Montreuil, aux Grands-Pêcheurs (acquisition du terrain, construction du stade et aménagement des équipements).

5 000

C'est le nombre de spectateurs que contiendra la tribune du nouveau stade des Grands-Pêcheurs.

150

C'est le nombre d'adhérents que compte l'aéro-club Les Goélands, fondé le 15 avril 1936.

1800

C'est le nombre d'enfants inscrits en février 1936 au patronage laïque municipal.

La FSGT, Léo Lagrange... le sport pour vivre pleinement



Léo Lagrange, ici au micro, sera l'un des grands artisans de la pratique sportive pour tous. Né le 28 novembre à Bourg-sur-Gironde, il est engagé volontaire en 1918. Avocat, il est élu député socialiste du Nord de 1932 à 1940. Sous-secrétaire d'État aux Sports et aux Loisirs dans le gouvernement du Front populaire, il crée l'École nationale de ski, le brevet sportif populaire, organise le tourisme populaire lié aux congés payés et s'attache à donner à la jeunesse « la joie de vivre et le sens de la dignité ». Il trouvera un appui considérable auprès de la FSGT. Il meurt au champ d'honneur en juin 1940. ■



Montreuil s'envole...

La création des Sections d'aviation populaire (SAP) par le Front populaire a pour but de rendre cette activité sportive accessible à tous. À Montreuil, l'aéro-club Les Goélands est déclaré à la préfecture en avril 1936. Le conseiller municipal Dominique Savattero, qui partira se battre en Espagne avec les Brigades internationales (deuxième à partir de la droite), en fait partie.

e des Montreuillois



L'heure est aux compétitions inter-entreprises

Longtemps, le sport aura été l'apanage des classes aisées disposant du temps indispensable pour le pratiquer. À partir de 1936, les associations sportives d'entreprises connaissent un développement sans précédent. Les municipalités ouvrières et populaires comme Montreuil se dotent d'infrastructures nouvelles. Le mot d'ordre « le sport accessible pour tous » devient un leitmotiv.

Les femmes aussi...

Le désir de pratique concerne aussi les femmes. Les premières équipes féminines de basket d'entreprise apparaissent. Une révolution !



LE TEMPS DE LA CULTURE POPULAIRE

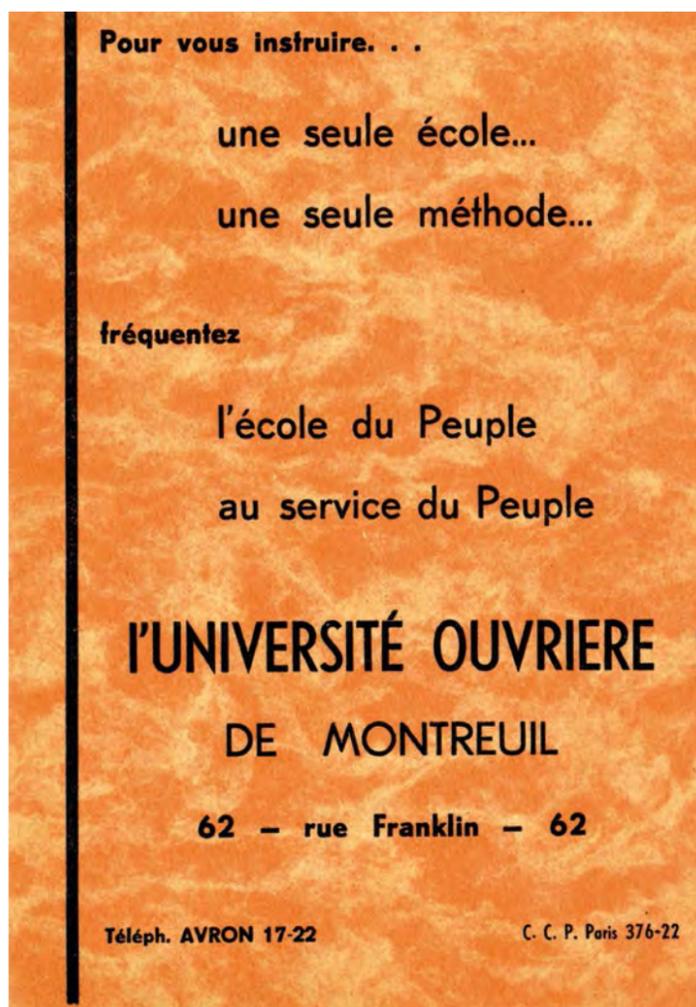
Ville populaire, Montreuil a toujours été un lieu de la culture partagée. Elle fut le berceau des Universités ouvrières. Sa première grande troupe de théâtre date de 1794. Les événements de 1936 boosteront les pratiques montreuilloises. 1936 est sociale et culturelle.

L'heure est à la culture révolutionnaire, opposée à la culture bourgeoise. Un groupe local de la Fédération du théâtre ouvrier français est créé à Montreuil au début des années 30. Il appelle l'ouvrier à « poursuivre son action et son agitation dans la classe ouvrière qui est encore, pour beaucoup, sous l'influence du théâtre et des chants édités par la bourgeoisie pour empoisonner les cerveaux ».

Ainsi l'Étoile de Montreuil, qui comprend une section théâtrale mais aussi des groupes de chants, de musique et de jazz, s'engage sur le terrain culturel pour conquérir la classe ouvrière. L'Étoile rouge de Montreuil tente de constituer son propre répertoire et de former des acteurs issus du monde du travail. En 1931, elle fait même appel à des ouvriers pour écrire des pièces ou des sketches et lance un concours récom-

pensé par un voyage en URSS. Le répertoire, orienté vers les grandes épopées révolutionnaires, constitue une véritable geste du prolétariat. À l'horreur d'Odessa ou Front 17, Monsieur Lebrun au travail et Bourgeois part en guerre sont autant d'œuvres qui « doivent représenter les luttes continues des ouvriers contre le fascisme, la religion, l'exploitation et l'oppression capitaliste ». L'une d'elles, Front 17, évoquant les grandes phases de la guerre de 1914-1918, est représentée en 1933 à Montreuil devant plusieurs centaines de personnes et saluée par Daniel Renoult, qui rend hommage à « l'effort des jeunes ouvriers qui, par le chant, la musique, aident au mouvement général du prolétariat ».

De nombreuses activités nouvelles apparaissent : l'Étoile de Montreuil crée des groupes de musique en 1934-35 ; l'Étoile jazz fait appel aux joueurs de



Le programme de l'Université ouvrière, installée rue Franklin.

banjo en 1934. Autant d'associations qui organisent des soirées artistiques, des fêtes de quartier ou animent des meetings.

D'autres encore, comme l'Association des travailleurs sans Dieu, poursuivent la tradition des Soirées ouvrières initiée par Méreaux, alors que les Amis de l'URSS déploient une intense activité pour la diffusion des films soviétiques. La conquête de la mairie va renforcer cette orientation culturelle. En 1935, la municipalité crée l'Université ouvrière, qui lance en 1937-1938 la revue *Images du mois - Revue mensuelle sur l'actualité littéraire, artistique et scientifique*.

En 1935 toujours, elle crée un Foyer culturel de la jeunesse, un groupe local de cinéma-liberté, une radio locale, Radio liberté, elle fonde la Société des amis du vieux Montreuil et inaugure le musée d'Histoire vivante. ■

La municipalité inaugure l'Université ouvrière



Besoin de Savoir

C'est dans un des ces ateliers montreuillois d'ébénisterie du début du XX^e siècle qu'est née l'idée d'ouvrir des universités populaires destinées aux ouvriers, qui après leurs 60 heures de travail consacreront des heures à se cultiver. En 1936, la municipalité de gauche décide de donner un nouveau souffle à l'Université ouvrière de Montreuil.

L'ambition est claire : « donner aux travailleurs les possibilités toujours plus grandes de s'instruire et d'acquérir les connaissances que le régime leur refuse ». Pour y parvenir, la municipalité inaugure en septembre 1935 l'Université ouvrière de Montreuil.

Du lundi au vendredi, de 20 heures

à 22 heures, au 74 de la rue Victor-Hugo, on y suit des enseignements aussi divers que l'économie politique, l'anglais, l'italien, le russe, l'allemand, l'espagnol, l'infirmerie, le droit ouvrier, le matérialisme historique, la comptabilité industrielle, le solfège ou le violon. Le tout organisé en cycles annuels. Le succès ne se dément pas.

De 140 participants inscrits la première année, on passe à 300 à la rentrée de 1936 et à 630 en 1937. Réinstallée au 62 de la rue Franklin, l'Université ajoute de nouvelles disciplines : coupe et couture, sténographie, électricité, TSF, jeu d'échecs, mais aussi un cours de « rattrapage d'économie politique », d'autres sur « les nouvelles

lois sociales » ou sur « les grands problèmes de politique contemporaine ». Très suivi, un cours d'histoire de France : « De la révolution de 1789 à nos jours ».

L'interdiction du Parti communiste et la déchéance des élus de leur mandat en 1939 mettent un terme à l'expérience. ■

Le « Fou chantant », la « Môme » Piaf et 1789 au parc des Beaumonts

Charles Trenet et Édith Piaf. Il a 23 ans, elle en a 21. Lui chante *Y'a d'la joie*, elle, *Les Mômes de la cloche*. Au pied de la scène du parc des Beaumonts, les Montreuillois assistent à la naissance de deux monstres sacrés après la célébration de 1789 par la troupe locale.



Dans la colonie de vacances de Saint-Bris, dans l'Yonne, et dans les patronages laïques, l'heure est aux jeux.



Été 36, les Montreuillois dé

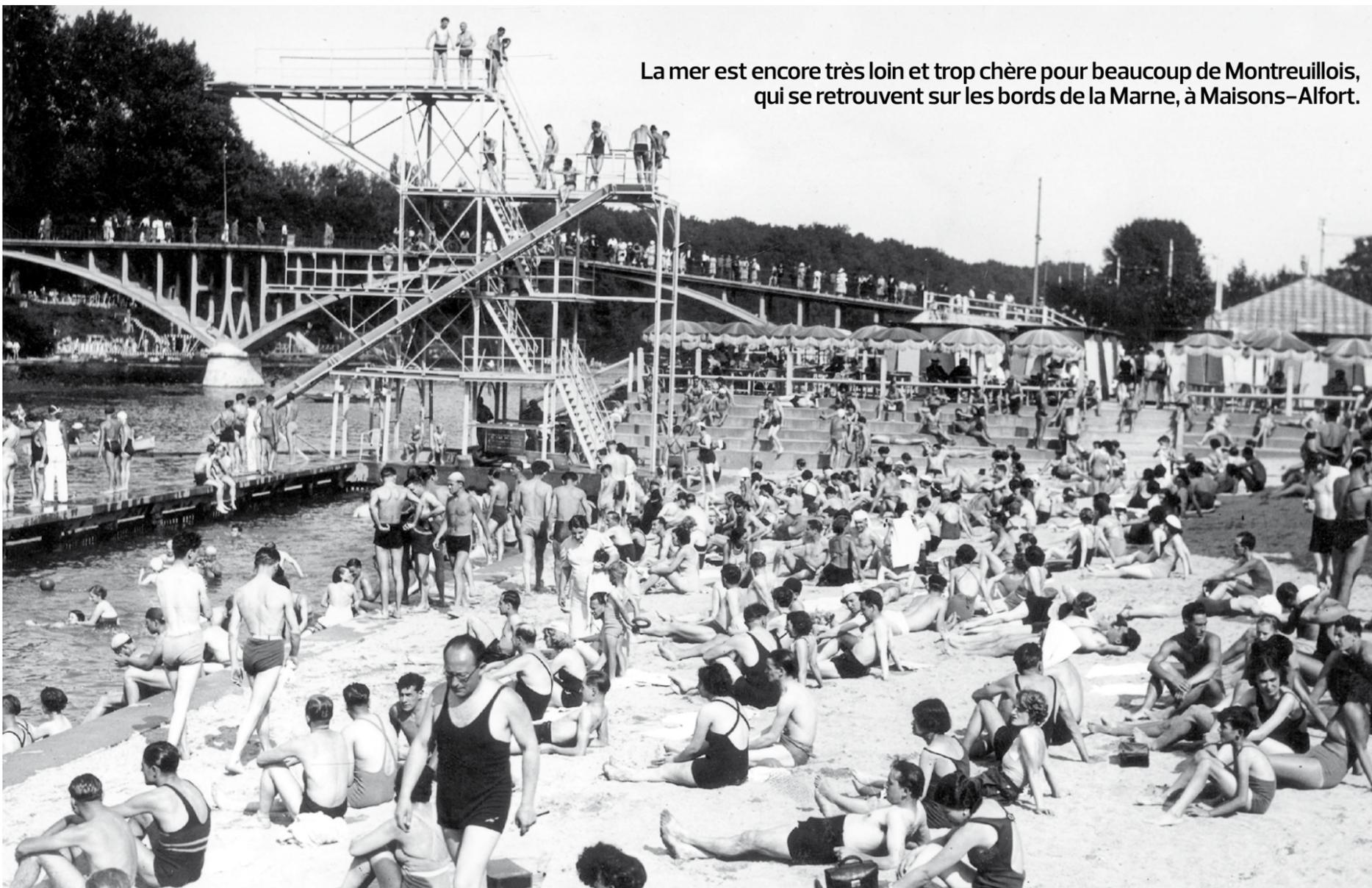
En route et à la force des mollets pour quinze jours de congés payés au camping tout juste naissant.





Déjeuner sur l'herbe en famille et entre amis, au parc Montreau.

couvrent le mot «loisirs»



La mer est encore très loin et trop chère pour beaucoup de Montreuillois, qui se retrouvent sur les bords de la Marne, à Maisons-Alfort.

LE MONDE INTELLECTUEL ENTRE DANS LA DANSE. 1936 SERA AUSSI CULTURELLE !

C'est un fait remarquable de 1936 : le monde de la culture presque exclusivement d'origine bourgeoise prend une part importante aux événements. Il soutient les grévistes sur le terrain et promeut la culture pour tous.

Pas un ne manque à l'appel, ce 31 janvier, dans une salle de la Mutualité bondée. Dans la foule, on repère Jean Guéhenno, Ilya Ehrenbourg, Louis Aragon, Louis Guilloux, Heinrich Mann ou Eugène Dabit. C'est le côté plumes. Côté sciences, on y rencontre le physicien Paul Langevin, le psychologue Henri Wallon et l'ethnologue Paul Rivet. Il y a aussi Marcel Cachin – directeur de *L'Humanité* depuis 1918 et qui le demeurera jusqu'en 1958 –, auquel Léon Blum vient serrer la main sous les ovations. Tous sont réunis pour célébrer les soixante-dix ans de Romain Rolland. Tous, ce soir-là, viennent de constituer l'avant-garde intellectuelle et littéraire du Front populaire.

Pour autant, la consécration qui interviendra quelques mois plus tard par l'élection d'une Chambre des députés rose-rouge n'a suscité aucune production particulière. Ce n'est jamais que la poursuite d'un mouvement engagé quelques années plus tôt, dans la foulée des événements du 6 février 1934 qui ont vu les ligues d'extrême droite menacer la République. La bataille des idées se mène par les revues. En 1932, Gaston Gallimard a lancé *Marianne*, un hebdomadaire dans lequel se retrouvent les signatures de Gide ou Malraux, chargé de faire pièce à l'offensive éditoriale de la droite. En 1935, André Chamson, écrivain protestant d'origine cévenole, prend le parti d'un Front populaire en gestation, qu'il soutient par le lance-



La Mutualité, juin 1935. Trois mille personnes s'y entassent, « pour la défense de la culture ». À la tribune : Aragon, Gide (*mains jointes*), Malraux... Le monde de la culture s'assemble et donne le signal d'une union désirée.

ment de l'hebdomadaire *Vendredi*, où se retrouvent les plumes de Jean Guéhenno, Roger Vitrac, Jean Grenier, André Gide et André Malraux. La version illustrée du débat politique s'exprime dans *Regards*, publié depuis 1932 sous les auspices du Parti communiste. La critique cinématographique y est signée par Georges Sadoul et les images par Willy Ronis, Robert Capa ou Henri Cartier-Bresson.

LA CULTURE ÉMANCIPATRICE

Paradoxe de l'histoire, c'est en juin 1936 que le groupe Octobre – une troupe de « théâtre prolétarien » – se dissout, victime à la fois de difficultés financières et de dissensions sur une intervention en Espagne. L'Association

des écrivains et des artistes révolutionnaires (AEAR) assure le relais. Fondée en 1932 par Paul Vaillant-Couturier et Léon Moussinac, rédacteur en chef de *Regards*, l'AEAR compte en son sein des Max Ernst, Malraux, Breton, Politzer, Barbusse, Nizan ou Gide. Elle se mue en une fédération de maisons de la culture, la première étant inaugurée à Marseille, en 1936, par Malraux et Aragon. D'autres suivront à Amiens ou Rouen. Accessoirement, elle permet l'éclosion de jeunes talents à peine pubères qui ont nom Francis Lemarque ou Mouloudji. La droite, elle, a repris de la vigueur avec l'avènement du Front populaire. La nouvelle génération maurassienne

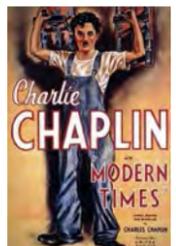
assure la relève avec Robert Brasillach et Lucien Rebatet, collaborateurs de *Je suis partout* puis de *Candide*, attirés par Pierre Gaxotte. Jacques Doriot, exclu du Parti communiste en 1934, assouvit sa revanche en s'entourant d'Alfred Fabre-Luce, de Bertrand de Jouvenel et de Drieu la Rochelle. Louis-Ferdinand Céline, auréolé du succès du *Voyage au bout de la nuit* sorti en 1932, rédige cette année-là les premières lignes de l'immonde *Bagatelles pour un massacre*. Quatre ans plus tard, ceux qui croyaient à l'émancipation de l'Homme finiront au mieux dans les camps, au pire contre un mur. Les autres, dans la collaboration. ■

À l'affiche, cette année-là...

Au cinéma

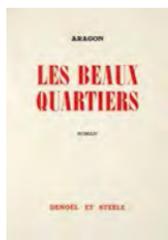


Pépé le Moko, de Julien Duvivier, avec Jean Gabin
Un truand parisien, caïd du milieu, s'est réfugié dans le dédale de la casbah d'Alger où il bénéficie de l'aide et de la protection d'une population interlope. Traqué par la police, il rencontre une jeune touriste égarée dont il tombe amoureux, au grand dam de sa maîtresse. Cette dernière et l'inspecteur de police vont s'allier pour le faire tomber.

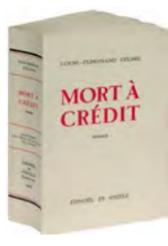


Les Temps modernes, de Charlie Chaplin
Sous couvert d'une succession de quiproquos, du grotesque confinant à l'absurde matiné d'un non-sens très britannique, Charlie Chaplin raille la société industrielle mise à l'heure du productivisme par le travail à la chaîne. Le burlesque est truffé d'un sentimentalisme mené jusqu'à un épilogue qui se conclut sur une note d'espoir.

En littérature



Les Beaux Quartiers, Louis Aragon
Une époque – les premières décennies du XX^e siècle – décrite en trois tableaux et par des portraits de personnages représentatifs des milieux sociaux qui s'y côtoient : un village du sud de la France, la bourgeoisie parisienne et les milieux du jeu. Où l'on passe de la description d'une société au roman policier.



Mort à crédit, Louis-Ferdinand Céline
Tout le cynisme qui caractérisera l'auteur du *Voyage au bout de la nuit* trouve ici sa pleine expression. On y retrouve le personnage de Ferdinand Bardamu, et Roger-Marin Courtial, un inventeur allumé, au sein d'une galerie où se mêlent des individus médiocres et des escrocs. Le sordide qui marquera l'œuvre de Céline perce dans ce roman.

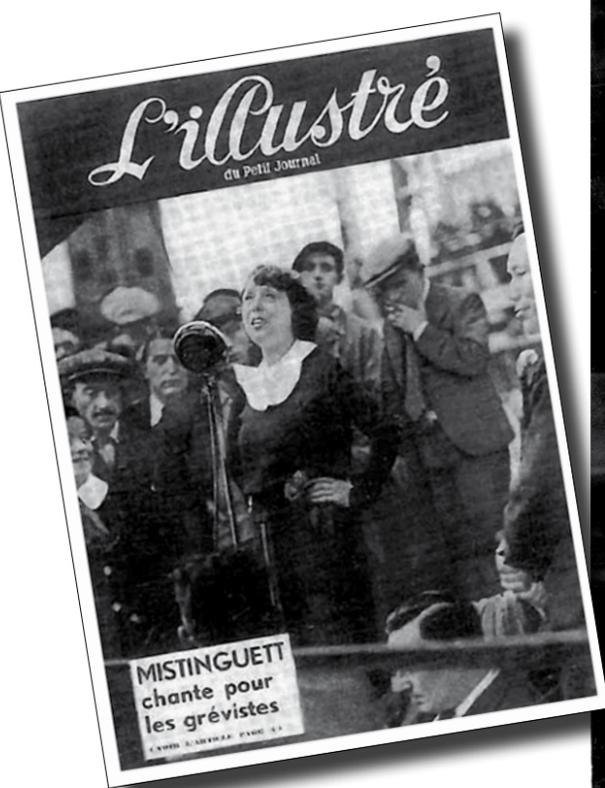
Au théâtre



Noix de coco, de Marcel Achard
Lui, Loulou, est un brave horticulteur, époux en secondes noces d'une femme qui se livre peu, trop peu à son goût. Il en conçoit la nostalgie d'une chanteuse un peu demi-mondaine, Noix de coco, croisée dans sa jeunesse à Saïgon. Et découvre que sa prude épouse n'est autre que cette Noix de coco. Une pièce de boulevard empreinte de bons sentiments.



La Rabouilleuse, de Balzac, adaptée par Émile Fabre
L'une des « Scènes de la vie de province » de la Comédie humaine, en forme de conte moral. Un riche médecin lègue sa fortune à son fils, déshéritant sa fille. Des deux enfants de celle-ci, l'un réussit brillamment sa carrière, l'autre se faisant artiste. Le premier finira par déchoir socialement, tandis que le second récupérera la fortune de son grand-père.



Et Mistinguett chante pour les grévistes

Mistinguett, la femme aux « jolis gambettes et au nez à la retrousette » est l'une des superstars de cette année 36. Tous les music-halls se l'arrachent. Elle triomphe sur la scène du célèbre Casino de Paris. Elle y partage l'affiche avec Maurice Chevalier, déjà célèbre et affublé de son éternel canotier. Le « truc » de Mistinguett, c'était sa tenue de scène en plumes. Elle l'a délaissée pour enfiler une petite robe noire et chanter dans les usines Citroën occupées par les grévistes. La nouvelle fait sensation et la une de *L'illustré*, ancêtre de *Paris Match*. Elle est aussitôt imitée par une pléiade d'artistes. La France est « Front pop' », et leurs fans débrayent, les artistes embrayent...

Un cow-boy nommé Yves Montand se révèle. Charlot, Jovet, Arletty et Raimu font un tabac...

Il y a peu, ils s'appelaient encore Jean Moncorgé, Léonie Bathiat et Ivo Livi avant de devenir Jean Gabin, Arletty et Yves Montand. Gabin s'impose dans les films de Julien Duvivier, Arletty tourne dans les films de Sacha Guitry ou Marc Allégret. Montand a seize ans et fait ses premiers pas dans les cabarets en prenant des cours de chant. Des valeurs sacrées qui tiendront la scène pendant les quarante années qui vont suivre.



André Malraux rejoint les républicains espagnols

À 35 ans en 1936, Malraux a publié trois ans plus tôt *La Condition humaine*, un roman qui lui a conféré une renommée internationale. Le déclenchement de la guerre d'Espagne ajoute une dimension nouvelle au personnage, devenu compagnon de route du Parti communiste. Il se met au service du gouvernement républicain espagnol afin de pallier ses faiblesses dans la défense aérienne. Il monte l'escadrille España, dont il sera colonel et où l'on trouve le Montreuillois André Piéplu, militant CGT. De son engagement, Malraux en sortira un roman : *L'Espoir*.



Le sport, le choc des mondes

1

1936. La toute nouvelle Barcelone républicaine voulait accueillir les olympiades du sport lié au monde du travail. Berlin avait été désignée en 1931 pour accueillir les classiques olympiades. Le premier rendez-vous n'aura pas lieu, les bombes du félon Franco tombent sur les villes espagnoles.

Toutes les pompes d'un cérémonial imaginé par l'Allemagne nazie sont exaltées ce 1^{er} août 1936. La *Marche d'hommage* de Richard Wagner marque l'entrée triomphale du chancelier Adolf Hitler dans un stade de Berlin peuplé de 100 000 personnes. Suivent *Le Deutschland über alles* (l'hymne allemand), le *Horst Wessel Lied* (celui du nazisme) et l'hymne olympique composé par Richard Strauss. Un rituel nouveau a été conçu : celui de l'allumage de la flamme olympique par une torche relayée depuis Olympie.

Les délégations venues de 49 nations – un record dans la brève histoire des Jeux – et la magnificence cérémoniale dissimulent la réalité d'une imposture. Attribués à l'Allemagne de la République de Weimar en 1931, en gage de retour du pays dans le concert des nations, les Jeux font débat. En Allemagne, d'abord : Hitler, qui n'en veut plus, se laisse convaincre par le président du comité olympique allemand. Joseph Goebbels, en charge de la propagande, n'y voit qu'une promotion de l'ordre allemand. Dans les pays appelés à y participer, ensuite. L'Union soviétique s'interdit le voyage à Berlin.

En France, le gouvernement de Front populaire hésite, puis cède à la pression des sportifs. Il en va de même aux États-Unis. En mettant sous le boisseau les lois antisémites de Nuremberg le temps des

Jeux, l'Allemagne hitlérienne aura donc sa première consécration.

VERS BARCELONE

Dès son élection, le 18 février, le *Frente popular* espagnol décide de l'organisation de jeux Olympiques censés faire pièce à ceux de Berlin. Les invitations à l'*Olimpiada Popular* de Barcelone sont lancées par l'organisation politique *Generalitat* de Catalogne, avec une date fixée au 19 juillet. Pas moins de 22 nations répondent à l'appel. La France se divise. L'extrême droite en tient pour Berlin tandis que le Parti communiste choisit Barcelone. Le gouvernement de Léon Blum tangué un peu avant de refuser toute subvention aux délégations sportives qui se rendront à Barcelone.

Ce qui n'empêche pas Pierre Cot, Léo Lagrange et André Malraux de participer à une manifestation de soutien aux Olympiades de Barcelone. Des manifestations spontanées, ponctuées par *L'Internationale*,

se produisent dans chacune des gares où s'arrête le train qui emmène les athlètes français en Catalogne. Les premiers coups de feu de la guerre d'Espagne éclatent à Barcelone le 18 juillet et font une première victime : les Olympiades populaires. Le gouvernement de Léon Blum affrète deux navires pour rapatrier les participants et leur facture 150 francs de frais.

Terni par la politique, le sport n'en conserve pas moins ses droits cette année-là. Le Belge Sylvère Maes emporte le Tour de France devant le Français Antonin Magne, le Racing Club de Paris décroche le doublé Coupe de France et championnat en football, et le pays de Galles rafle le Tournoi des cinq nations. En boxe, l'Américain Joe Louis, le « bombardier brun », bat l'Allemand Max Schemling dans ce qui fut le « combat de l'année ». Prémonitoire. ■

1 – Jesse Owens, recordman du monde du 100 m en 10"2, remporte quatre médailles d'or, à la moustache d'Hitler qui refuse de lui remettre ses médailles.

Page de droite

2 – L'affiche des Olympiades de Barcelone empêchées par le putsch du général Franco.
3 – Depuis le début des années 30, les femmes font des exploits aéronautiques. Ici, Maryse Hilsz, féministe soutenant le Front populaire, tenant l'hélice de son Mauboussin M.122 avant une nouvelle tentative de record d'altitude.

En 1936, elle établit ce record à 14 310 m.
4 – La star Joséphine Baker, à l'arrivée du Tour de France gagné par le Belge Sylvère Maes (à gauche sur l'image), qui l'emportera aussi en 1939.

Records sportifs

Jesse Owens (USA) court le 100 m en 10"2, le 20 juin, et le 200 m en 20"7, le 5 août.
David Albritton (USA) bat le record du saut en hauteur, le 12 juillet, avec 2,07 m. George Varoff (USA) bat le record de saut à la perche, le 4 juillet, avec 4,43 m. Naoto Tajima (Japon) bat le record du triple saut, le 6 août, avec 16 m. Peter Fick (USA) réalise 56"4 au 50 m nage libre (en bassin de 50 mètres). Maurice Richard (France) bat, le 14 octobre, le record de l'heure cycliste sur piste avec 45,398 km. Sylvère Maes (Belgique) remporte le Tour de France. Gottfried von Cramm (Allemagne) remporte le tournoi de Roland-Garros en simple messieurs. Roger Michelot (FR) remporte l'or en boxe anglaise des mi-lourds aux J.O. de Berlin. Les 24 heures du Mans sont d'abord repoussées au 1^{er} et 2 août, puis annulées en raison de la participation des travailleurs aux grandes grèves.



2



3



4



Joe Louis, le plus grand puncheur de l'histoire de la boxe

Sur ce cliché datant de 1936, le boxeur champion du monde, l'Américain Joe Louis, a réellement de faux airs de Cassius Clay, alias Mohamed Ali, qui déclara qu'il fut son modèle. Il détient le plus long règne en tant que champion du monde des poids lourds : 11 ans et 8 mois. Il se retira sans avoir connu la défaite. Joe Louis est considéré comme le plus grand puncheur de l'histoire de la boxe.

MAIS, DÉJÀ, PARTOUT LA TEMPÊTE MENACE...

Les répliques de la secousse financière qui a frappé Wall Street se font sentir dans les années 30 en Europe. L'activité économique s'est mise au ralenti avec, pour conséquences logiques, un chômage et une misère de masse dans la plupart des pays. La traduction dans les urnes est implacable : du nord au sud du continent européen, les partis xénophobes emportent les élections.

L'Europe de 1936 a une sale tête. De la Finlande au Portugal, elle offre le visage haineux du nationalisme, de l'antisémitisme ou du fascisme. Noires en Italie, les chemises sont brunes en Allemagne, mais ceux qui les portent partagent une aversion à l'égard des Juifs, des communistes ou ceux qu'ils qualifient de « métèques ». Les Juifs sont déçus de leur nationalité en Hongrie et Roumanie, pourchassés en Bulgarie et victimes de pogroms en Pologne et en Allemagne. Les partis communistes sont interdits en Finlande, Yougoslavie, Grèce et Portugal. Des dictatures se sont installées en Estonie, Lituanie, Lettonie, Pologne et Albanie. En Espagne, Franco attend son heure.

Mais c'est aux frontières de la France que de mauvais vents se lèvent. Depuis un an, les lois de Nuremberg concrétisent et organisent l'antisémitisme qui régnait depuis 1933.

Aux premiers jours du mois d'août, alors que les jeux Olympiques de Berlin viennent de s'ouvrir, le chancelier Hitler enjoint à Hermann Göring, commandant en chef de la Luftwaffe, et au Generalfeldmarschal von Blomberg, le commandant en chef des armées, de lui soumettre un plan étalé sur quatre ans pour mettre l'Allemagne en position d'affronter une guerre, tant sur le plan militaire qu'économique. Trois semaines plus tard, le temps de ser-



L'Italie a attaqué l'Éthiopie malgré l'opposition de la Société des Nations (ex-ONU), créée en 1920. Cet échec signe la fin de celle-ci.

vice militaire passe de un à deux ans. Quelques mois plus tard, le programme mis au point par Göring et Blomberg est dévoilé au congrès du Parti national-socialiste de Nuremberg, en ajoutant à la lutte contre le bolchevisme celle déjà engagée contre les Juifs.

Au mois d'octobre, le comte Ciano, gendre de Mussolini, scelle avec le pouvoir hitlérien un pacte consacrant à la fois la création d'un axe Rome-Berlin et la prééminence de l'Italie autour de la Méditerranée. Le même Ciano, fort du soutien de Berlin, convainc Mussolini d'aider Franco dans sa conquête de l'Espagne républicaine. Considérant la France comme relevant de la zone d'influence italienne

en Méditerranée, il finance le rachat du quotidien *La Liberté* par le Parti populaire français de Jacques Doriot, dont on connaît le rôle qu'il jouera quelques années plus tard dans la collaboration avec l'Allemagne nazie.

En 1936, la France fait figure d'intruse dans un paysage où le brun domine

L'Autriche est tout aussi inquiétante. La dictature « austrofasciste » du chancelier Dollfuss, assassiné en 1934, a envoyé en camp de concentration indifféremment les communistes et les nazis. Kurt von Schuschnigg, qui lui a succédé, poursuit cette politique

jusqu'à ce que Hitler lui impose d'y mettre un terme, préparant ce qui sera l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche au Reich.

La Belgique elle-même est frappée par ce syndrome mêlant fascisme et nationalisme. Les élections législatives de 1936 voient entrer au parlement 22 députés du parti rexiste de Léon Degrelle – qui organisera en 1940 une Légion wallonne en appui à la Wehrmacht – et 16 élus du VNV, la Ligue nationale flamande, ouvertement d'extrême droite.

La France du Front populaire et de Léon Blum fait figure d'intruse dans cet inquiétant paysage européen dominé par toutes les nuances de brun. ■

Les démocrates allemands déportés à Dachau

Peu de consciences se sont élevées l'année 1933, lorsque le régime nazi, tout juste au pouvoir, a installé son premier camp de concentration, à l'instigation du responsable de la SS Heinrich Himmler, dans les bâtiments désaffectés d'une usine d'armement. C'était à Dachau, au nord de Munich. Ses premiers occupants ont été les militants communistes et sociaux-démocrates. Pendant toutes les années qui vont suivre, les vagues de déportés se succèdent. Aux opposants politiques des débuts s'ajoutent ceux des clergés catholique et protestant, puis les Tziganes et

les homosexuels, les handicapés avant que les Juifs y soient internés à leur tour.

Dans les camps de concentration, la mort a régné comme ailleurs, du fait de la maladie, la malnutrition et l'expérimentation médicale qui y était menée. Parmi ses prisonniers célèbres, on compte l'écrivain résistant Robert Antelme, époux de Marguerite Duras, Robert Charpak (Prix Nobel de physique), les futurs ministres gaulistes Edmond Michelet et Louis Terrenoire, ainsi que le pasteur Martin Niemöller, auteur du célèbre poème « Quand ils sont venus chercher... » Le camp sera libéré en avril 1945 ■



Dachau est le premier camp de concentration où sont enfermés les opposants au nazisme.



Le Montreuillois Magermann tué à Clichy

En Allemagne, les défilés de casques d'acier de la Wehrmacht se multiplient, sous le bras tendu d'Adolf Hitler. Depuis le 5 mai 1936, Benito Mussolini a conclu sa conquête de l'Éthiopie et s'est constitué un petit empire colonial avec l'Érythrée et la Somalie (ci-dessous). Le 16 mars 1937, le Parti social français, héritier des Croix-de-Feu



du colonel de la Rocque dissoutes après les émeutes de 1934, organise un meeting à Clichy. Les forces de gauches répliquent par une contre-manifestation. La police ouvre le feu contre elles. On relève 5 morts et 300 blessés. Parmi les victimes, Victor Magermann, un syndicaliste montreuillois. Le cortège funéraire passera rue de Paris (ci-contre).



100 000 mineurs licenciés pour fait de grève, 40 000 dans l'aéronautique : 1937 sonne le glas des espoirs du peuple...

Les congés payés, les 40 heures, les augmentations de salaires... ces conquêtes sociales du printemps et de l'été 1936 sont restées en travers de la gorge des deux cents familles qui tiennent entre leurs mains la finance, l'industrie et le commerce de la France. Avec le radical-socialiste Daladier à la tête du pays, elles organisent la revanche.

Le Front populaire de Léon Blum est tombé en avril 1937. Un gouvernement dirigé par Camille Chautemps lui succède, inspiré par l'immobilisme, avant de chuter à son tour pour céder la place à celui d'Édouard Daladier, un radical-socialiste qui ne compte aucun socialiste dans ses rangs. L'odeur de la guerre empesté l'air de la France. En octobre, Daladier a signé, en compagnie de Chamberlain, des accords avec l'Allemagne hitlérienne. Des accords auxquels il est le premier à ne pas croire. Mais ces remugles vont justifier une revanche que le patronat n'aura guère attendue pour détricoter une à une les conquêtes sociales de 1936, à commencer par la semaine de 40 heures.

Fort du décret Reynaud-Daladier, le patronat avance à pas comptés en supprimant la récupération des jours de Noël et du nouvel an. Viennent ensuite les heures supplémentaires effectuées dans « les secteurs essentiels de la vie économique ». Sans plus de précisions. Mais le coup de grâce est donné par la justification de toutes les dérogations à la loi de 40 heures dans l'intérêt de la défense nationale. Sans autre précision non plus : en clair, les 40 heures sont à



Fatigués de vivre sur la paille, les mineurs font grève. La répression s'abat sur eux.

ranger au rayon des conquêtes oubliées. Des grèves spontanées éclatent le 22 novembre 1938. Parties du Nord, elles s'étendent à la région parisienne puis au secteur chimie du sillon rhodanien. La journée de protestation lancée par la CGT pour le 26 novembre se mue en grève générale le 30 novembre. Une grève qui s'avère être un demi-échec : les transports, réquisitionnés, ont continué

de fonctionner, mais l'industrie s'est arrêtée. La répression, si elle n'a pas été violente, n'en est pas moins terrifiante : 40 000 licenciements dans l'aviation, 30 000 lock-out chez Renault, 100 000 licenciements dans la métallurgie marseillaise, autant dans le textile, et 80 000 chez les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Un an plus tard, les organisations ouvrières seront dissoutes. ■



Grigori Zinoviev

Les procès de Moscou

C'est dans les prétoires que va se tisser la dictature stalinienne. Ce 16 août 1936, ils sont seize au banc des accusés avec, au premier rang, Lev Kamenev et Grigori Zinoviev, deux anciens des compagnons de route de Joseph Staline. L'acte d'accusation lu par Andréï Vychinski est implacable, mentionnant les aveux des inculpés, en général, et ceux de Kamenev et Zinoviev, en particulier, dans l'assassinat de Sergueï Kirov, qui fut pourtant un rival de Staline. Aveux circonstanciés, toutefois. S'ils se refusent à admettre qu'ils furent les commanditaires du meurtre, ils reconnaissent leur culpabilité « idéologique ». Suffisant pour que les seize condamnés soient exécutés le 25 août, au lendemain de la clôture du procès. Dans un pays en proie à la pénurie alimentaire qui a suivi la fin de la NEP (Nouvelle Politique économique) imposée par Staline en 1925, un an après la mort de Lénine qui l'avait imaginée, il faut des boucs émissaires. Staline, au gré de ces procès, se débarrasse de la vieille garde léniniste à l'origine de la Révolution. Trois vagues de procès se succéderont jusqu'en 1938.

Espagne : par milliers, ils fuient les massacres de Franco

La « Retirada », c'est l'exode massif vers la France de près de 500 000 républicains espagnols, début février 1939, lorsque l'armée républicaine espagnole doit battre en retraite devant les troupes franquistes. La « Retirada », c'est l'un des premiers exodes massifs du XX^e siècle. La « Retirada, c'est « l'histoire d'une infamie » délibérée de la part du gouvernement radical-socialiste français de Daladier.

La « Retirada » : cette histoire est aussi la nôtre. Les « rouges frontopopulistes » combattaient également pour nous. La « non-intervention » les a abandonnés.

Au début février 1939, des milliers de réfugiés espagnols antifascistes sont « accueillis » en France par l'hostilité officielle, une politique « sécuritaire », et parqués dans des camps dits « de concentration ». Alors que pour eux la France incarne la patrie des droits de l'homme, ils tombent sous le coup du décret Daladier, de novembre 1938, sur les « étrangers indésirables ». Ils se retrouvent internés, dans des conditions inhumaines, humiliés, criminalisés, dans « les camps du mépris » : Barcarès, Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien, Septfonds, Gurs, Le Vernet, Collioure... et dans les sinistres Boghari, Djelfa... en Algérie.

Les familles sont dispersées, les femmes et enfants évacués vers d'autres « centres d'hébergement » sur le territoire français.

Arrivés près de 500 000 début 1939, il en restera environ 110 000. La France officielle a contraint des milliers de réfugiés au retour en Espagne, vers une mort le plus souvent certaine.

Ce « trou noir » de la mémoire mérite d'être éclairé. ■ Jean Ortiz



Victimes de la guerre, ces enfants de républicains trouvent refuge en France...

1936 : LA CHRONOLOGIE

ESPAGNE

16 février : élections générales et victoire du *Frente Popular* (le Parti communiste, le Parti socialiste ouvrier, la Gauche républicaine, l'Union républicaine et la Gauche républicaine catalane), la CNT (la Confédération nationale du travail, de tendance anarcho-syndicaliste) ayant levé ses consignes d'abstention.

22 février : le général Franco est relevé de son poste de chef d'état-major et nommé gouverneur militaire des Canaries.

ALLEMAGNE

26 février : Adolf Hitler présente à la presse la Volkswagen, une « voiture du peuple » conçue par Ferdinand Porsche.

7 mars : remilitarisation de la Rhénanie en réaction à la ratification du pacte franco-soviétique. L'Allemagne installe des troupes, en violation du traité de Versailles et du pacte de Locarno. Londres ne réagit pas. La France saisit la Société des Nations, ancêtre de l'ONU. Hitler propose à la France et à la Belgique l'ouverture de négociations en vue de conclure des pactes de non-agression garantis par le Royaume-Uni et l'Italie.

FRANCE

26 avril et 3 mai : victoire des partis formant le Front populaire.

À l'Assemblée nationale, la gauche compte 386 députés sur 608.

11 mai : début d'un vaste mouvement de grève à l'initiative de la CGT et de la CGTU réunifiées ; une grève qui se poursuivra jusqu'à la mi-juin.

ALLEMAGNE

6 juin : circulaires en Allemagne contre le « fléau tzigane ». Le 16 juillet, les nazis ouvrent le premier camp de Tziganes à Marzahn, en Allemagne.

FRANCE

7 juin : signature des accords Matignon en France.

11 et 12 juin : lois sur les conventions

collectives, les congés payés (2 semaines) et la semaine de 40 heures en France.

ESPAGNE

19 juillet : Olympiades de Barcelone.

17 juillet : soulèvement de la garnison de Melilla. *Pronunciamiento* (putsch) des généraux « nationaux » à l'instigation de José Sanjurjo et Francisco Franco.

18 juillet : début de la guerre civile espagnole déclenchée par le soulèvement des généraux insurgés contre la République. La CNT puis, le lendemain, l'Union générale des travailleurs (UGT) appellent à la grève générale.

19 juillet : le gouvernement de José Giral, président du gouvernement espagnol, ordonne la distribution d'armes à la population et lance un appel à la France. Léon Blum répond favorablement le 20 juillet, et une première commande d'armement est honorée entre août et octobre. Le gouvernement de Front populaire est contraint de renoncer face aux réticences britanniques et la pression de l'opinion publique.

20 juillet : échec du soulèvement nationaliste à Madrid et à Barcelone.

27-28 juillet : arrivée des premiers avions italiens et allemands qui permettent le transfert de 14 000 soldats nationalistes du Maroc en Espagne.

FRANCE

1^{er} août : le gouvernement de Léon Blum autorise l'envoi d'avions aux républicains mais lance un appel aux autres puissances pour établir des « règles communes de non-intervention ».

ALLEMAGNE

1^{er} août : ouverture des jeux Olympiques de Berlin.

GRÈCE

4 août : « régime du 4-Août » ; le général Ioannis Metaxás suspend la constitution et prend des pouvoirs dictatoriaux en Grèce.

FRANCE

8 août : mise en vigueur par la France du pacte de non-intervention en Espagne, signé du 12 au 25 par le Royaume-Uni, le Portugal, l'Union soviétique, l'Allemagne et l'Italie. L'Allemagne et l'Italie ne le respectent pas.

ESPAGNE

14, 16 ou 23 août : premier engagement de l'escadrille España, organisée par André Malraux sur Medellin.

19 août : Federico García Lorca est fusillé par des rebelles anti-républicains à Grenade.

URSS

19 - 24 août : premier « procès de Moscou », dit « procès du centre terroriste trotskiste-zinovieviste ». Les 16 inculpés, dont Zinoviev et Kamenev, accusés de comploter avec l'Allemagne et le Japon, sont exécutés le 25 août.

ALLEMAGNE

24 août : le service militaire obligatoire passe en Allemagne de un an à deux ans.

ROYAUME-UNI

24 août : le paquebot britannique *Queen Mary* obtient le Ruban bleu après avoir traversé l'Atlantique en trois jours.

ESPAGNE

1^{er} octobre : Franco s'autoproclame chef de l'État à Burgos.

12 octobre : les premiers volontaires appelés à former les Brigades internationales arrivent à Alicante.

ALLEMAGNE

24 novembre : pacte anti-Komintern entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon contre l'Internationale communiste.

1^{er} décembre : Loi sur la jeunesse hitlérienne. L'adhésion aux Jeunesses hitlériennes devient obligatoire pour tous les jeunes de 10 à 18 ans. Les organisations de jeunesse non nazies sont dissoutes.

À LIRE, À VOIR ET À ÉCOUTER...

LECTURES

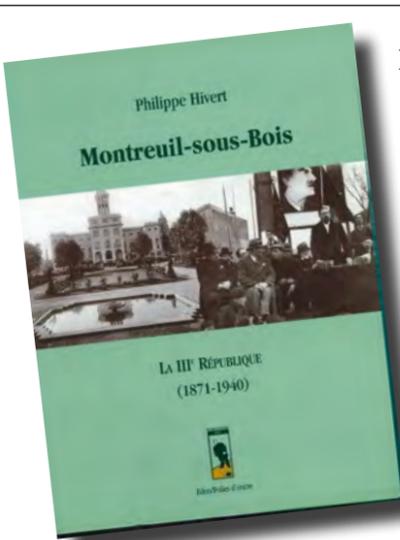
- *Histoire du Front populaire : l'échappée belle*, de Jean Vigreux. Ed. Tallandier (2016). 17 €.
- *Le Front Populaire : la vie est à nous*, de Danielle Tartakowsky et Michel Margairaz. Coll. Découvertes Gallimard (1996). 14,30 €.
- *Au devant du bonheur : les Français et le Front populaire*, de Jacques Girault. Ed. CIDE (2006). 34 €.
- *1936, le monde du Front populaire*, de Serge Wolikow. Ed. Le Cherche Midi (2016). 17,50 €.
- *Les Beaux Quartiers*, de Louis Aragon. Coll. Folio. 7 €.
- *Journal d'un curé de campagne*, de Georges Bernanos. Coll. Le Livre de poche. 6,90 €.
- *Mort à crédit*, de Louis-Ferdinand Céline. Coll. Folio. 10 €.
- *L'Été 1914*, de Roger Martin du Gard. Coll. Folio. 7 €.
- *À nous la vie !*, de Didier Daeninckx et Willy Ronis. Ed. Hoëbeke (2016). 30,50 €.

FILMS

- *La Vie est à nous*, de Jean Renoir (1969), avec Paul Vaillant-Couturier, Jean-Paul Le Chanois. Coll. Cinéma archives. 29,99 €.
- *La Marseillaise*, de Jean Renoir (1938), avec Pierre Renoir, Louis Jouvet et Lise Delamare. Coll. Studio Canal. 14 €.
- *La Belle Équipe*, de Jean Duvivier (1936), avec Jean Gabin, Charles Vanel, Raymond Aimos et Viviane Romance. Coll. Pathé. 19,99 €.
- *Les Temps modernes*, de Charlie Chaplin (1936), avec Charlie Chaplin et Paulette Goddard. Coll. MK2. 9,99 €.
- *Le Crime de Monsieur Lange*, de Jean Renoir (1936), avec René Lefèvre, Jules Berry et Florelle. Coll. Grand Classique du cinéma, Studio Canal. 24,84 €.
- *Les Bas-fonds*, de Jean Renoir (1936) d'après Maxime Gorki, avec Jean Gabin et Louis Jouvet. Coll. TF1Vidéo. 29,99 €.
- *César*, de Marcel Pagnol (1936), avec Raimu, Pierre Fresnay et Orane Demazis. Coll. Trilogie, Pathé. 17 €.
- *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier (1937), avec Jean Gabin. Coll. DVD Zone 2. 6,99 €.
- *Jenny*, de Marcel Carné (1936), avec Françoise Rosay, Albert Préjean et Charles Vanel. Coll. Gaumont. 13 €.

MUSIQUE

- « *Ma blonde, allons au devant la vie* », de Jeanne Perret et Dimitri Chostakovitch.
- « *Vas-y Léon* », d'Adolphe Bérard.
- « *La Victoire du Front populaire* », de Jean Zedd.
- « *La Grève de l'orchestre* », de Ray Ventura et ses Collégiens.



Philippe Hivert

Ce numéro spécial sur le Front populaire a été réalisé avec l'aide de Philippe Hivert, « le Monsieur Histoire » du *Montreuillois*. « Montreuil-sous-Bois, la III^e République » est le quatrième volet de sa saga de Montreuil racontant l'histoire de notre ville. Les passionnés pourront découvrir, entre autres, le récit des années Front populaire à Montreuil.

Editions Eden/Folies d'encre, 320 pages, 15 euros.

Le Montreuillois

Journal d'informations municipales.

Cap Horn, 51-63, rue Gaston-Lauriau, 93100 Montreuil.

Tél. : 0148 70 64 47, e-mail : lemontreuillois@montreuil.fr

Directeur de la publication : Patrice Bessac.

Directrice de la communication : Martine Moëllic.

Rédacteur en chef : Marc Deger.

Secrétariat de rédaction et maquette : Françoise Benoiste.

Maquette : Anastasia Rosinovsky.

Rédaction : Fadette Abed, Muriel Bastien, Françoise Christmann, Anne Locqueneaux, Elsa Pradier.

Photos : Gilles Delbos, Véronique Guillien.

Corrections : Marie-Paule Montmorency.

Concepteur, conseiller éditorial : André Ciccodicola.

Conception graphique : Jean-Pierre Créac'h.

Secrétariat : Nathalie Delzongle.

Imprimerie IPS Pacy, imprimé sur papier recyclé.

Publicité : Médias & publicité, tél. : 0149 46 29 46, fax : 0149 46 29 40, e-mail : groupe@groupemedias.com

Distributeur : Isa Plus.

1936 : UNE EXPOSITION QUI INTERROGE...

« Que représente pour vous 1936 ? » Cette question, le musée de l'Histoire vivante l'a posée à de grands témoins, parmi lesquels figurent : N. Arthaud (LO), O. Besancenot (NPA), J.-C. Cambadélis (PS), D. Keller (Grand Orient de France), P. Laurent (PCF), J.-L. Mélenchon (PG) et le maire de Montreuil.

Le Front populaire se commémore tous les dix ans. Peut-on encore trouver des inédits quatre-vingts ans plus tard ?

Éric Lafon : Je réponds « oui » en termes d'images, de photos, de documents. Nous n'avons pas eu de réponses positives au départ parce qu'on a cru avoir fini de tout dire en 2006. Or, les historiens n'ont jamais fini de tout dire. Nous avons trouvé beaucoup d'images d'amateurs qui ne remettent pas en cause ce que nous savons, mais nous sortons des lieux épiques de la grève. Nous avons puisé dans des gisements d'archives prises par les nazis, évacuées à Moscou et revenues en France. Il s'agit notamment de celles des partis socialiste et communiste ou de la franc-maçonnerie. En 2006, il y avait un peu de flou et, cette année, nous réussissons une vraie mise au point sur les acteurs.

Avec de nouvelles mises au point politiques ?

É. L. : Nous allons plus loin sur trois questions soulevées en 2006 : les femmes, la politique

coloniale et des interrogations sur l'antifascisme et l'antistalinisme. C'est un débat idéologique et politique dans lequel les historiens débattent dans la confrontation avec les partis. Puisqu'il n'y a plus d'enjeu, nous avons pu nous interroger sur l'antifascisme et les procès de Moscou. Le Front populaire est synonyme de liberté, or Staline aide l'Espagne républicaine et combat Hitler. Donc, les communistes sont dans le combat pour la liberté. Et quand s'ouvrent les procès de Moscou, on n'en parle pas. De même que nous nous interrogeons sur les échecs du Front populaire en matière économique et sociale.

Le tissu industriel de Montreuil, relativement modeste par la taille de ses entreprises, a-t-il eu un effet sur les grèves de mai-juin 1936 ?

É. L. : Pas du tout. Montreuil participe à plein des grèves. Beaucoup de PME sont à l'arrêt. On en parle même dans le journal municipal créé en 1935. Il y a des articles sur Montreuil dans *L'Humanité*. Fernand Soupé,



Ce tandem composé par Éric Lafon et Pascale Favel a su conjuguer efficacement ses savoirs pour offrir aux Montreuillois une exposition en tous points remarquables.

maire de la ville depuis 1935, est un personnage clé du communisme en région parisienne. Jacques Duclos fait tout pour que l'on parle de Montreuil, plus que de la ville de Saint-Denis dont le maire, Jacques Doriot. Ce dernier a été exclu du Parti

communiste en 1934.

Qu'est-ce qui distingue le Montreuil de 1936 dans la « ceinture rouge » de Paris ?

É. L. : La ville rouge, c'est Bobigny, mais Jean-Marie Clamamus, son maire, manque de charisme. Le personnage,

c'est Duclos, après l'élimination de Doriot. Il est un dirigeant national et international du PC qui porte la casquette de Montreuil, une ville de banlieue dont la politique va se développer à Argenteuil ou à Drancy. ■

Alexie Lorca : « La culture est nécessaire pour assurer l'émancipation des individus »

En 1936, le slogan était « Pain, paix, liberté », et « culture » a rejoint ce triptyque comme le rappelle Alexie Lorca adjointe au maire déléguée à la culture.

Montreuil porte-t-elle encore la marque d'un héritage de 1936 ?

Alexie Lorca : Dans l'esprit de nouveauté, de progrès oui. Il y a un vrai héritage, difficile à décrire de manière factuelle. C'est une ville qui vote à gauche et pourrait, à elle seule, constituer un Front populaire parce que toutes les familles de la gauche y sont encore représentées. La majorité actuelle aimerait en faire un exemple. Mais nous ne sommes pas dans la même configuration qu'en 1936. Beaucoup viennent à Montreuil parce que c'est une ville qui incarne une forme de résistance et dont tous les ingrédients en font une ville atypique. Grâce au maire, l'éducation populaire est encore une réalité accompagnée par les politiques. La Maison populaire est un phare en la matière. Et c'est en cela que nous sommes toujours sur la lancée du Front populaire : mettre notre société au diapason de toutes ses richesses.

Les conditions économiques et financières d'aujourd'hui ne contraignent-elles pas à sacrifier la culture pour préserver l'habitat et la santé, les deux autres éléments



du tripode qui soutenait la politique du Front populaire ?

A. L. : L'État pousse les collectivités à se replier sur leurs responsabilités premières, c'est-à-dire concernant l'éducation. Le financement de la politique culturelle incombe pour deux tiers aux collectivités locales et à hauteur de 73 % de ces deux tiers pour les municipalités. Nous avons mis en place des médiateurs pour amener la population aux activités culturelles. La leçon pourrait nous être donnée par ATD Quart Monde : il faut un toit et la culture pour assurer l'émancipation des individus.

S'agit-il encore, comme en 1936, d'amener les couches populaires aux formes de la culture dite classique ?

A. L. : Il y a de nouvelles strates d'immigration à Montreuil, dont les acteurs s'inspirent les uns des autres. Mais il y a aussi des déterminismes à vaincre, qui sont les codes des modes. Il y a un agent de médiation par institution culturelle de la Ville qui doit travailler dans les quartiers. Et cela se joue dans le temps. Il n'y a pas un enfant de Montreuil qui, aujourd'hui, ne soit pas au contact de la culture. Et nous les amenons vers des formes exigeantes. ■

Crédits photographiques :

page 1: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Rue des Archives/PVDE -
page 3: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Gérald Bloncourt/Rue des Archives - ©Edimedia/WHA/Rue des Archives - ©Rue des Archives/Tallandier - ©Limot/Rue des Archives -
page 5: coll. musée de l'Histoire vivante - page 6: ©Rue des Archives/PVDE - page 7: coll. musée de l'Histoire vivante - page 8: coll. musée de l'Histoire vivante - page 9: ©Rue des Archives/Tallandier - coll. musée de l'Histoire vivante - page 10 et 11: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Rue des Archives - page 12: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Rue des Archives/AGIP - page 13: coll. musée de l'Histoire vivante - page 14: coll. musée de l'Histoire vivante - page 15: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Rue des Archives/RDA - Bridgeman Images - page 16: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Rue des Archives/AGIP - Coll. Les Goélands - page 17: France Demay - page 18: coll. musée de l'Histoire vivante - page 19: coll. musée de l'Histoire vivante - page 20: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Rue des Archives/AGIP - page 21: coll. musée de l'Histoire vivante - ©Rue des Archives/AGIP - page 22: ©David Seymour / MagnumPhotos - page 23: ©Rue des Archives/Everett - ©Rue des Archives/PVDE - ©Rue des Archives/RDA - ©Rue des Archives/DILTZ - ©Rue des Archives/Tallandier - D.R. - page 24: ©Spaarnestad/Rue des Archives - page 25: ©Rue des Archives/PVDE - ©Spaarnestad/Rue des Archives - ©Rue des Archives/Everett - DR - page 26: ©Rue des Archives/SPPS - ©Suddeutsche Zeitung/Rue des Archives - page 27: ©Mary Evans/Rue des Archives - ©Edimedia/WHA/Rue des Archives - coll. musée de l'Histoire vivante - page 28: ©Suddeutsche Zeitung/Rue des Archives - DR - page 32: ©www.bridgemanimages.com -

Nos plus vifs remerciements à : Laurence Doumenc (Bridgeman-images - rue des Archives), Pierre-Jérôme Jehel (Collection France Demay collectionfdemay@gmail.com).

1936

**NOUVELLES IMAGES,
NOUVEAUX REGARDS
SUR LE FRONT POPULAIRE**



**Du 9 avril
au 31 décembre 2016
Au musée de l'Histoire vivante**

MUSÉE DE
**L'HISTOIRE
VIVANTE**

PARC MONTREAU

31, bd Théophile Sueur

93100 MONTREUIL

museehistoirevivante.fr



seine saint denis
LE DÉPARTEMENT



la Marseillaise



Avec
le soutien de



CODHOS



ihS

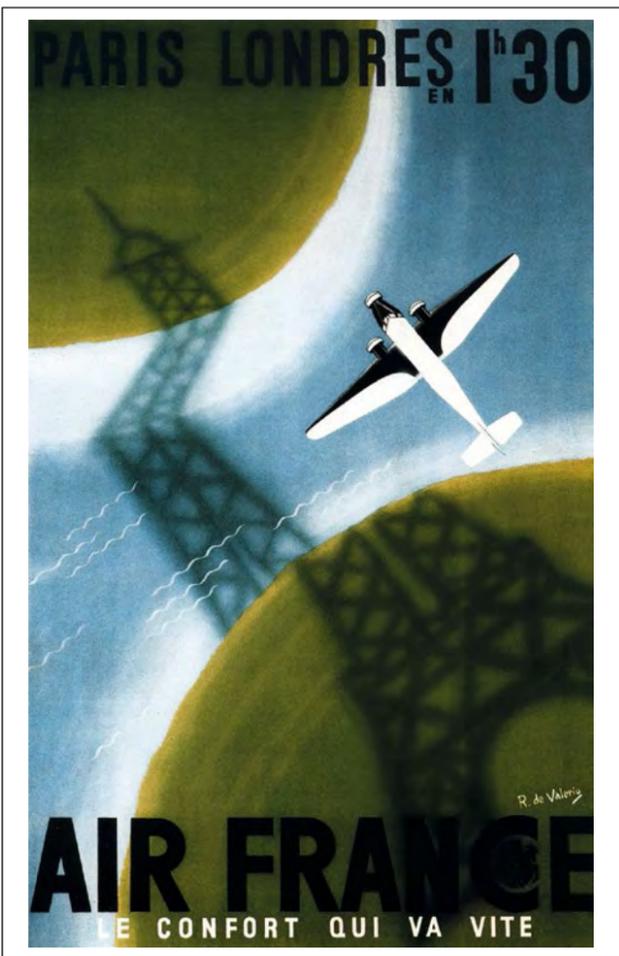
MAIRIE DE PARIS

Politis

LES PUBS EN 1936

En 1936, on parle plus de « réclame » que de publicité. Elle est présente sur les murs des villes, au cinéma et surtout dans la presse qui est son principal support. Ces pubs sont à l'image des consciences de l'époque. La France est coloniale. Elle soumet une partie de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Les peuples colonisés sont considérés comme inférieurs et comme de « bons sauvages ». La mentalité colonialiste est à la base d'une publicité comme celle de Banania qui représente un tirailleur sénégalais. Il faudra attendre 1967 pour que cette représentation péjorative et raciste soit retirée.

Documents : ©bridgemanimages - Rue des Archives



Moi aussi je "prends" L'AMÉRIQUE MOSCOU - LE VATICAN TOUS LES JOURS AVEC MON... Sonora RADIO

Il y en a toujours un qui domine les autres...

Ce n'est pas toujours une question de prix : des postes sont le double d'autres, une construction est plus délicate que des résultats comparables au SONORA. L.O. & Il y a également d'une question d'usage, technique combinée à des standards de fabrication irréprochables et affidés.

Voici un poste que vous serez fier de posséder et de faire entendre à vos amis. Son fonctionnement, sur toutes gammes d'ondes, est remarquablement simple : indices sur ondes courtes, c'est un réel plaisir.

Les Revendeurs autorisés SONORA, dans toute la France, sont prêts à installer ce poste chez vous aux jour et heure qui vous conviendront le mieux, même dans la soirée, sans aucun engagement de votre part. Amenez-vous à le manipuler vous-même. Voyez la joie qu'il vous apportera dans votre foyer, tout à vous qu'à votre famille et à vos amis, et lorsque vous aurez goûté tout l'agrément qu'il vous procure et apprécié ses supérieures qualités, vous saurez vous enorgueillir avec nos revendeurs pour profiter de ses meilleures facilités de paiement.

Une visite à leur magasin, ou même un simple coup de téléphone, vous apportera ce poste à votre domicile, et, avec notre système de vente par mensualités, vous pourrez le payer **100 F PAR MOIS**.

SIX LAMPES **1295 F** PRIX IMPOSÉ AU COMPTANT
MODELE T.O. 6.

Nous avons édité la liste gratuite des stations CHIFFRES COURTES avec longueur d'ondes, ainsi que le manuel pratique de mémoire, petit jeu amusant et instructif. Ces deux choses sont réunies dans le dépliant artistique en couleurs des nouveaux SONORA ondes courtes. Récupérez-les à nos Revendeurs Autorisés, ou par lettre adressée directement à l'usine SONORA, 5, Rue de la Marine - PUTEAUX (Seine).



y'a bon.. BANANIA

EXQUIS DÉJEUNER SUCRÉ A LA FARINE DE BANANE

LIQUEUR Suze SUZE GENTIANE

